



GUERRE EN UKRAINE : VERS UN NOUVEAU YALTA ?

QUELLES SONT LES SCÉNARIOS DE FIN DU CONFLIT ?

Par Pierre CLAIRÉ, Directeur adjoint des études du Millénaire
William THAY, Président du Millénaire



AVANT-PROPOS

Il y a trois ans, le 24 février 2022, **l'Europe assistait au retour du tragique à ses portes avec l'invasion massive de l'Ukraine par la Russie, ce qui brisait des années de stabilité et de paix sur le continent.** Peu de monde prévoyait la survie de l'Ukraine, alors que Kiev devait tomber en quelques jours. Devant l'arrivée imminente de l'armée russe, on s'attendait au départ de Volodymyr Zelensky. Pourtant, ce dernier d'incarner la résistance héroïque de son pays en voulant rester coûte que coûte. Il déclarera « Je veux des munitions, pas une voiture. »

Alors que ce conflit devait être éclair, ce conflit d'usure entre dans la quatrième année et il est marquée par une brutalité rare. Il a fait des centaines de milliers de morts et de blessés, sans qu'il ne soit possible de quantifier précisément cela. À cela il faut ajouter les millions de déplacés ukrainiens à travers l'Europe, ce qui manquera durablement le Vieux Continent. Pendant ce temps, la Russie, malgré les sanctions économiques et les pertes militaires massives, continue d'avancer, village par village, avec une stratégie froide et implacable.

Mais derrière les statistiques et les combats, cette guerre dépasse le simple affrontement entre deux nations. Elle **questionne l'ordre mondial, secoue les alliances historiques et redéfinit les priorités stratégiques des grandes puissances.** L'Union européenne tente de devenir un acteur clé, mais ses divisions internes et ses dépendance, énergétique ou militaire, compliquent sa posture. Aux États-Unis, le soutien indéfectible de l'administration Biden à l'Ukraine est désormais confronté à des débats de plus en plus vifs, renforcés par l'élection de Donald Trump, qui promet une rupture dans la politique américaine et une paix rapide.

Sur le terrain, la guerre est un bras de fer quotidien. Des batailles longues et dramatiques - comme celles de Marioupol ou Bakhmout ont marqué les esprits par leur violence, mais les avancées, des deux belligérants, restent limitées. En **2024, la Russie a semblé reprendre l'initiative, tandis que**

l'Ukraine, malgré l'aide militaire massive de l'Occident, lutte pour maintenir ses lignes de défense. L'arrivée des F-16 ou des missiles ATACMS a redonné de l'espoir à Kiev, mais ces armes arrivent peut-être trop tard pour inverser durablement le cours de la guerre, avec le retour de Donald Trump qui inaugure une solution pacifique pour résoudre le conflit.

Cette guerre longue, **pose de nombreuses questions cruciales** : comment l'Ukraine peut-elle encore tenir face à l'usure et à la lassitude des soutiens occidentaux ? Jusqu'où la Russie est-elle prête à aller pour réaliser ses ambitions ? Et, surtout, **quels scénarios se dessinent pour l'avenir**, à l'heure où des négociations de paix entre la Russie et les États-Unis, autrefois impensables, les deux grands ennemis historiques, commencent à se matérialiser et déboucher sur le début d'un accord ?

Les enjeux restent plus élevés que jamais. Cette guerre n'est pas seulement celle de l'Ukraine. **Elle incarne une lutte plus large entre deux visions du monde : celle des principes et celle de la force brute.** Il ne faut pas s'en tenir uniquement aux faits : il faut chercher à comprendre, à poser les bonnes questions et à offrir des perspectives. Car comprendre ce conflit, c'est se préparer à ce qui vient ensuite – pour l'Ukraine, pour l'Europe et pour l'équilibre du monde.

AVANT-PROPOS	2
<i>Évolution de la guerre (avant 2024)</i>	7
Phase 1 : Invasion et Résistance Initiale (Février 2022 – Avril 2022)	8
Février 2022 : Le Début de l’Invasion.....	8
Mars 2022 : Escalade et Brutalité	9
Avril 2022 : Découverte des Atrocités	10
Phase 2 : Impasse et Guerre d’Usure (Mai 2022 – Août 2022)	10
Mai 2022 : La Chute de Marioupol.....	10
Juin 2022 : Les Batailles du Donbass	10
Phase 3 : Contre-Offensives et Changements Stratégiques (Septembre 2022 – Décembre 2022)	11
Septembre 2022 : L’Ukraine Riposte	11
Novembre 2022 : La Libération de Kherson	12
Phase 4 : Guerre d’Attrition (Janvier 2023 – Juin 2023)	12
Hiver 2023 : Une Résilience ukrainienne face à la dure réalité du front.....	12
Printemps 2023 : Statu Quo sur les Lignes de Front.....	12
Phase 5 : Renouveau des Contre-Offensives (Juillet 2023 – Décembre 2023)	13
Été 2023 : Avancées progressives	13
Automne et Hiver 2023 : Pression Soutenue	13
<i>Bilan de l’année 2024.....</i>	14
Que s’est-il passé en 2024 ?	14
Janvier–Mars 2024 : Défis de l’hiver et pressions sur les ressources	14
Avril–Juin 2024 : Offensives de printemps et basculement des forces	16
Juillet–Septembre 2024 : Escalade, victoires cruciales et incidents de haute importance	18
Octobre-novembre 2024 : Préparations pour l’hiver et repositionnement tactique.....	19
Où en sommes-nous ?.....	25
Question territoriale.....	30
Pertes humaines	31
Impact humanitaire	32
<i>Vers une solution pacifique ?</i>	34
La situation avant l’arrivée de trump	34
Ukraine ne peut tenir sans soutien occidental et en particulier américain	37

L'Aide Financière : Un Bouclier contre l'Effondrement Économique	38
L'Aide Humanitaire : Faire Face au Coût Humain de la Guerre.....	39
Les Risques d'une Réduction de l'Aide Occidentale	39
Pourquoi L'arrivée au pouvoir de Trump change-t-elle la donne ?	42
La position de Trump sur la Russie et l'Ukraine lors de son premier mandat (2017-2021)	42
La rhétorique de campagne avant l'élection de 2024.....	43
Actions et déclarations post-électorales	43
Les premières politiques et déclarations du second mandat	44
Les perspectives des principaux membres du cabinet et actions potentielles	45
Plan voulu par Trump et négociations avec la Russie	46
Zelensky a fait évoluer son discours	48
La résistance initiale de Zelensky aux négociations	48
Le retour de Donald Trump et ses répercussions	49
Les facteurs du changement de position de Zelensky.....	50
La vision de la paix selon Zelensky.....	52
Les défis et les risques d'une telle vision	54
Le tournant de février 2025 :	55
La réaction de Volodymyr Zelensky aux déclarations de Donald Trump et son administration en février 2025.....	56
L'inconnue Poutine.....	59
Les premières positions de Poutine sur les négociations de paix.....	59
La position actuelle de Poutine : Pas de paix sans victoire	61
<i>Le facteur Trump : Une nouvelle dynamique en 2025 ?</i>	<i>62</i>
Pourquoi Poutine a toujours refusé de négocier dans l'état.....	63
Ce qui pourrait amener Poutine à la table des négociations.....	64
La réaction de Vladimir Poutine après les événements de février 2025	66
Les options de résolution probables	70
Scénario 1 : La coréanisation du conflit est le scénario le plus probable sur un scénario à la Yalta	72
Scénario 2 : L'inconnue Poutine et une guerre qui continue	75
Scénario 3 : Zelensky ne veut pas ratifier l'accord et l'Ukraine résiste	77
CONCLUSION.....	80

ÉVOLUTION DE LA GUERRE (AVANT 2024)

La guerre en Ukraine, débutée le 24 février 2022, est l'un des événements géopolitiques les plus marquants du XXI^e siècle. Comme l'a indiqué le président de la République française, Emmanuel Macron, **ce conflit marque le « retour du tragique » en Europe**. Le vieux continent qui a plusieurs reprises ont connu des conflits violents sur son sol comme les deux guerres mondiales, voit de nouveau le retour de la guerre sur son territoire après avoir connu une certaine période de paix.

Vladimir Poutine **a déclenché une opération spéciale le 24 février 2022 afin de répondre à deux grands objectifs**. Le premier devait permettre de venir en secours aux peuples russophones « persécutés ». Le second objectif devait conduire à la « dénazification et la démilitarisation » de l'Ukraine. À l'heure actuelle, Vladimir Poutine a accompli partiellement l'un des deux objectifs en annexant une partie des territoires de Donetsk et de Louhansk ainsi que les territoires permettant de créer un chemin terrestre vers la Crimée. Toutefois, **cet objectif n'est pas complètement accompli puisque l'armée russe ne contrôle que partiellement ces territoires**. Il pourrait ainsi s'agir d'un objectif majeur dans le cadre de négociations de paix pour le chef du Kremlin. De plus, le second objectif visant à « dénazifier et démilitariser l'Ukraine » n'est pas réalisé puisqu'il nécessitait que le régime de Zelensky soit renversé et que l'Ukraine soit neutralisée ou « finlandiser ». Il va s'agir du second volet des négociations de paix souhaitées par le nouveau locataire, Donald Trump.

La **guerre en Ukraine a connu de nombreux rebondissements depuis le 24 février 2022 mais les derniers événements sont plutôt défavorables à Volodymyr Zelensky**. D'abord, le soutien occidental envers Kiev n'a jamais été autant remis en cause. D'un côté, les opinions publiques marquées par une crise économique et une inflation record se préoccupent davantage de la fin du mois que de la fin de l'Ukraine. De l'autre côté, les dissensions

politiques entre Kiev et ses alliés alimentent la méfiance au sein de la coalition. Ainsi, on observe une division à la fois au sein de la coalition occidentale, notamment avec d'un côté les États-Unis et son nouveau chef Donald Trump et de l'autre côté l'Union européenne.

Il faut **également ajouter que de nouveaux paramètres se sont introduits depuis le début du conflit**. Tout d'abord, l'émergence de nouveaux fronts avec le conflit entre Israël et le Hamas tout comme celui de Taiwan qui attirent également l'attention des États-Unis. Ensuite, les hypothèses initiales ne se sont pas totalement confirmées. D'un côté, la résistance de l'économie occidentale comme de son aide n'a pas été totalement au rendez-vous. De l'autre côté, la Russie a mieux résisté que prévu aux différentes sanctions, menaces internes et effondrement de son appareil militaire et administratif.

La **perspective d'un conflit long et usant a modifié la donne au sein des opinions publiques**. À ce titre, les gouvernants et leurs citoyens notamment Américains font davantage preuve de lassitude alors que la perspective d'une victoire de l'Ukraine à travers la reconquête des territoires perdus depuis 2014 s'éloigne. Cette situation a fait l'objet d'un débat entre l'administration sortante menée par Joe Biden et Kamala Harris d'un côté et l'ancien président Donald Trump de l'autre. La vision de ce dernier l'a emporté lors de la dernière élection présidentielle américaine, alors qu'il avait promis pendant la campagne d'apporter la paix en Ukraine en 24h afin de mettre fin à trois années de conflit marqués par de nombreuses phases.

PHASE 1 : INVASION ET RESISTANCE INITIALE (FEVRIER 2022 – AVRIL 2022)

Février 2022 : Le Début de l'Invasion

Le 24 février 2022, **le président Vladimir Poutine déclenche une « opération militaire spéciale » en Ukraine qui marque le début de l'invasion russe**. Il justifie cette opération militaire spéciale pour accomplir

deux objectifs : le premier objectif est de « sauver les russophones persécutés », c'est-à-dire récupérer les territoires de Donetsk et de Louhansk ainsi qu'un chemin terrestre vers la Crimée ; le second objectif devait conduire à la « dénazification et la démilitarisation » de l'Ukraine, c'est-à-dire de renverser le régime de Zelensky ainsi que de neutraliser ou finlandiser l'Ukraine.

Cette invasion se déroule sur plusieurs fronts qui visent Kiev, Kharkiv et le sud de l'Ukraine. Le président Zelensky, refusant les offres d'évacuation, a déclaré : « Je veux des munitions, pas une voiture. ». **Sa décision de rester à Kiev devient un symbole de la résistance ukrainienne, galvanisant la population et les alliés internationaux.**

Dans le même temps, le 28 février, des délégations ukrainiennes et russes se rencontrent en Biélorussie pour mener des pourparlers de paix, sans qu'aucune avancée significative n'émerge.

Mars 2022 : Escalade et Brutalité

En mars, **l'armée russe prend le contrôle de Kherson, première grande ville ukrainienne occupée.** À Marioupol, les bombardements russes détruisent la ville. Le 9 mars, une frappe aérienne russe sur une maternité suscite une indignation mondiale et pousse à de nombreuses critiques. Une semaine plus tard, le bombardement du théâtre de Marioupol, où plusieurs centaines de civils s'étaient réfugiés, fait de nombreux morts et provoque encore une fois l'effroi de morts. Ces attaques montrent au monde entier que la population ukrainienne est fortement prise à partie lors de cette guerre et intensifient les accusations de crimes de guerre contre la Russie.

Devant cette escalade, **les nations occidentales augmentent leurs sanctions contre la Russie et accélèrent leurs livraisons d'armes à l'Ukraine**, par exemple des missiles Javelin et des drones Bayraktar, qui permettent, en addition de la résistance héroïque, de freiner les avancées russes.

Avril 2022 : Découverte des Atrocités

Au début du mois d'avril 2022, l'armée ukrainienne libère Boutcha, dans la banlieue de Kiev. **La découverte de fosses communes et de preuves d'exécutions sommaires choque l'opinion publique mondiale et provoque des demande répétées d'enquêtes internationales sur les atrocités de guerre.** Moscou rejette ces accusations, les qualifiant de fausses et de grotesque mise en scène.

Alors que l'armée ukrainienne, dont on ne donnait pas cher, résiste de manière héroïque, **la Russie se retire et se concentre sur l'est de l'Ukraine, marquant le début d'une guerre d'usure dans la région du Donbass.**

PHASE 2 : IMPASSE ET GUERRE D'USURE (MAI 2022 – AOUT 2022)

Mai 2022 : La Chute de Marioupol

En mai, et alors que l'armée ukrainienne avait résisté durant des mois, les défenseurs ukrainiens retranchés dans l'aciérie Azovstal à **Marioupol** se rendent. Cette **capitulation permet enfin aux russes de contrôler cette ville portuaire clé de la mer Noire.** Malgré la perte, les résistants ukrainiens d'Azovstal sont célébrés comme des héros car ils ont réxisté et ainsi ralenti l'avancée russe.

Ce même mois, **la Finlande et la Suède demandent officiellement à rejoindre l'OTAN, ce qui est véritablement historique.** Cela montre les implications géopolitiques de l'agression russe et ses répercussions dans l'Europe toute entière.

Juin 2022 : Les Batailles du Donbass

Apprenant de leurs mésaventures, **les Russes concentrent leurs efforts sur les prises de Sievierodonetsk et de Lyssytchansk dans la région de Louhansk, bien loin de leurs ambitions initiales.** Encore une fois, ils se

heurtent à une résistance ukrainienne remarquable mais ces villes tombent sous leur emprise au début du mois de juillet, ce qui permet à **la Russie d'obtenir le contrôle total de la province de Louhansk et ouvre surtout une phase importante dans la guerre**. Avec un épuisement considérable des forces russes, cette victoire est frustrante et caractéristique de l'opération spéciale russe. En quelques sorte, ce gain peut être rapproché des autres qui suivront, et montre la façon dont la Russie a décidé de mener la suite de cette guerre.

Les **Occidentaux intensifient leurs aides militaires, livrant des systèmes avancés de défense comme les HIMARS, qui deviendront déterminants pour les contre-offensives ukrainiennes**. Cela permettra à l'armée de tenir et résister. Malgré ce changement dans les rapports de force, les Occidentaux décident de continuer à se limiter à la livraison de systèmes et armes défensifs.

PHASE 3 : CONTRE-OFFENSIVES ET CHANGEMENTS STRATEGIQUES (SEPTEMBRE 2022 – DECEMBRE 2022)

Septembre 2022 : L'Ukraine Riposte

En **septembre 2022, l'Ukraine débute une contre-offensive surprise** dans la région de Kharkiv, reprenant rapidement des villes clés comme Balaklia et Izioum. En **l'espace de 2 semaines, l'armée ukrainienne récupère plus de 6 000 kilomètres carrés de territoire**, exposant les faiblesses logistiques et tactiques de l'armée russe.

Pour garder l'ascendant, **Vladimir Poutine déclare l'annexion des Oblasts de Donetsk, Louhansk, Kherson et Zaporijjia le 30 septembre**. Ces annexions sont réalisées à la suite de référendums largement pointés du doigt par la communauté internationale, qui ne les reconnaît pas.

Novembre 2022 : La Libération de Kherson

C'est **en novembre que l'armée russe décide de se retirer durablement de Kherson, marquant son départ de la rive gauche du Dniepr**. Cette retraite, marque la volonté des forces russes de se concentrer sur la rive droite du fleuve, et ainsi construire une défense solide pour stabiliser les régions contrôlées.

Le 11 novembre, les forces ukrainiennes entrent dans la ville, infligeant un coup de massue symbolique à la Russie, **l'un des derniers coups d'éclat ukrainiens dans cette guerre**. Cette retraite est symbolique car les Russes l'ont exécutée de leur plein gré et cela correspond à leur nouvelle stratégie.

PHASE 4 : GUERRE D'ATTRITION (JANVIER 2023 – JUIN 2023)

Hiver 2023 : Une Résilience ukrainienne face à la dure réalité du front

Durant l'hiver, **la Russie multiplie et intensifie ses frappes sur les infrastructures énergétiques ukrainiennes**, privant ainsi des millions de personnes d'électricité et de chauffage, et sapant par la même le moral de la population. En faisant encore preuve de résilience, Kiev parvient à restaurer une partie des services essentiels et à maintenir le moral de la population tant bien que mal.

Printemps 2023 : Statu Quo sur les Lignes de Front

Alors que des combats sanglants font rage à Bakhmout et Avdiivka, **la tendance observée depuis le début de l'opération spéciale se vérifie** : avec des Ukrainiens qui résistent tant bien que mal face aux assauts russes, ces derniers ayant durablement pris l'ascendant dans cette guerre, au prix d'offensives dures et coûteuses.

PHASE 5 : RENOUVELLEMENT DES CONTRE-OFFENSIVES (JUILLET 2023 – DECEMBRE 2023)

Été 2023 : Avancées progressives

En juin, **la contre offensive ukrainienne débute avec des offensives majeures dans les régions de Zaporijjia et dans le Donbass**. Les progrès sont difficiles à observer et moins rapides que ce que l'état-major avait prévu. L'Ukraine perçant les lignes ennemies à Robotyne et déboulant sur Melitopol. Pourtant cette offensive, non conforme à l'attente des Occidentaux, est perçue comme un échec.

À l'occasion du sommet de l'OTAN de Vilnius, **les membres de l'Alliance réaffirment leur soutien à l'Ukraine sans pour autant définir un calendrier pour son adhésion**, reflétant ainsi des complexités géopolitiques persistantes qui existent en Occident.

Automne et Hiver 2023 : Pression Soutenue

L'Union européenne annonce une aide supplémentaire de 10 milliards d'euros pour la reconstruction et le soutien militaire de l'Ukraine.

Pour autant, la contre-offensive ne semble pas avoir abouti, l'Ukraine a été incapable de couper les territoires contrôlés par le Russie en 2 et de rejoindre la mer Noire. Cette stratégie, visant à isoler la Crimée et ainsi diviser pour rendre plus facile une reconquête, n'a pas abouti. Malgré les gains ukrainiens modestes, le rapport de force semble installé durablement.

BILAN DE L'ANNEE 2024

QUE S'EST-IL PASSE EN 2024 ?

En 2024, **la guerre en Ukraine, particulièrement meurtrière, est entrée dans sa troisième année, et elle s'est révélée être devenue un conflit profondément enraciné et figé**, alors que beaucoup anticipaient que cette guerre serait rapide, face au déséquilibre évident de forces **Cette guerre a des implications allant bien au-delà de l'Ukraine, et implique l'Europe**. Pour les deux camps, le conflit s'est transformé en une guerre d'usure où chacun s'installe durablement sans perspective de dénouement. Vladimir Poutine, en digne héritier des chefs de guerre soviétique, semble plus à son aise, bénéficiant de l'armada de guerre russe. Tandis que le monde entier observe cette guerre complexe (mais pas moderne pour autant), l'implication internationale — tant diplomatique que militaire — reste élevée.

Janvier–Mars 2024 : Défis de l'hiver et pressions sur les ressources

L'hiver 2024 fut particulièrement long sur le front de l'Est, notamment dans le Donbass. Après l'annexion de certains Oblasts en septembre 2022 par Poutine, **l'objectif de l'armée a toujours été de prendre du terrain à l'Ukraine pour compléter les Oblasts annexés**. De plus, la sécurisation de la ville de Donetsk, cinquième ville d'Ukraine, apparaissait capitale dans l'entreprise russe. Dans des conditions de terrain gelé, qui avait été historiquement favorable aux Russes, la mobilité devint un défi de taille. Du côté russe, les lacunes logistiques, accentuées par des sanctions limitant l'accès aux technologies et équipements avancés, se faisaient cruellement sentir. Du côté ukrainien, des pénuries d'énergie, aggravées par des frappes russes incessantes sur les infrastructures, était en train de mettre un coup au moral ukrainien. **Grâce à l'aide occidentale, l'Ukraine parvenait tant bien que mal à maintenir les services de base**.

Après **presque 2 ans de combats, la ville d'Avdiivka est finalement tombée en février 2024 aux mains des Russes, marquant un tournant dans cette guerre.** La ville de l'Ouest ukrainien, à l'ouest de Donetsk était convoitée par l'armée russe de longue date étant donné **sa volonté de sécuriser l'espace proche de Donetsk.** Le retrait des forces ukrainiennes a constitué une victoire stratégique pour le maître du Kremlin. Cette victoire symbolique, obtenue après des mois de combats durs et sanglants, a durablement miné le moral des troupes ukrainiennes. Comme dit précédemment, l'objectif russe reste la sécurisation de la ville de Donetsk, et **cette prise de guerre de choix a permis la reprise de la marche en avant russe vers Vuhledhar et Kourakhove.** En plus de cette victoire symbolique, bonne pour le moral, et la sécurisation de la région pour les populations, cette prise est importante pour les Russes. Stratégiquement, ils peuvent reprendre leur très lente marche en avant, ce retrait ouvrant la voie à l'armée, mais cela permet également d'éloigner durablement les Ukrainiens de cette agglomération majeure et importante. Avec l'importance de l'activité sidérurgique elle est en effet capitale pour la Russie, mais avec ce recul ukrainien, les Russes pourront en faire un hub sécurisé majeur et pourront commencer à tirer à profit le train, chose difficile pour le moment.

Début **février, Zelensky a décidé de renvoyer Zaloujny, le populaire chef d'état-major de l'Armée ukrainienne, qui aurait pu lui faire de l'ombre, par le général Oleksandr Syrsky.** Ce choix, qui s'apparentait à un aveu de faiblesse, a montré que Zelensky n'était plus aussi populaire et soutenu par sa population. Syrsky, dont la réputation de boucher fut celui qui décréta le retrait d'Avdiivka, sous prétexte que l'encerclement était proche. Il donna ainsi à la Russie sa plus grande victoire depuis la prise de Bakhmout en mai 2023.

Sur **le plan diplomatique, des efforts renouvelés, bien que symboliques, ont également été engagés.** Malgré les tentatives occidentales de médiations et de trouver le chemin de la paix, entre les deux belligérants, avec l'entremise d'autres pays comme celui de la Turquie, La méfiance persistante et le refus des deux camps de céder sur des questions de

souveraineté et de sécurité ont rendu ces efforts largement inefficaces et toute résolution improbable. La Russie était décidée à épuiser les défenses ukrainiennes en tenant sur la durée, tandis que l'Ukraine cherchait à affaiblir les positions russes pour reprendre l'offensive au dégel, espoir pouvoir reprendre l'ascendant. **Ni Poutine, ni Zelensky, n'étaient ouverts à la négociation.**

Politiquement, **il faut signaler en mars la réélection sans surprise de Vladimir Poutine en mars**, avec un score très importants, si important qu'un second tour ne fut pas nécessaire. **Cette victoire a permis au maître du Kremlin de gagner en légitimité, alors qu'il a pu être remis en cause par ses soutiens et opposants.** Sa toute-puissance ne faisant plus de doute, alors qu'il se trouve renforcé et que son leadership lors de cette guerre ne sera pas remis en cause. Zelensky de son côté, qui apparaissait comme affaibli, devait se soumettre à de nouvelles élections en mars, après 5 ans de mandat. Mais ses dernières ont été reportées pour cause de guerre avec notamment l'impossibilité de les organiser avec l'application de la loi martiale prévue par la Constitution ukrainienne.

Avril-Juin 2024 : Offensives de printemps et basculement des forces

Avec **l'arrivée du printemps, les opportunités pour des offensives se sont accrues.** En avril, les forces ukrainiennes ont lancé des contre-attaques sur le front est, déployant leurs formations et armes occidentales avec précision et détermination. Soutenue par des drones de nouvelle génération et de l'artillerie longue portée, **l'Ukraine a concentré ses efforts sur les chaînes d'approvisionnement russes et les positions fortifiées.** En mai, **elle avait repris des territoires importants dans la région de Donetsk, changeant la dynamique de zones de combat autrefois figées.** Mais ces offensives, qui détonnaient après des semaines d'apathie du côté ukrainien, n'ont toutefois pas **abouties sur des gains d'envergure et sur un retournement des rapports de force sur le front.**

Face à ces revers, la **Russie a ajusté sa stratégie en redéployant des troupes aguerries depuis d'autres régions pour renforcer le front est.** La

Russie commençait à compter de plus en plus sur des forces mercenaires et des milices locales, une indication des difficultés de Moscou à maintenir un engagement militaire régulier. Il faut **noter que depuis la mutinerie avortée de Prigogine à l'été 2023, Moscou s'était montrée frileuse à l'idée de faire confiance à des mercenaires**, s'appuyant principalement sur les forces limitées de Ramzan Khadirov quand l'armée était en besoin de soutien. Avril s'est avéré l'un des mois les plus meurtriers de la guerre, avec des estimations indiquant des pertes significatives dans les deux camps, mettant en évidence l'intensité et le coût de cette phase.

Le 10 mai 2024, la Russie a lancé une vague d'offensive dans la région de Kharkiv, une région qui avait été libérée auparavant par l'armée ukrainienne. L'attaque a pu être contenue, mais a mis en ruine la ville de Vovchansk, après des bombardements successifs lors des semaines qui suivirent. En juin 2024, la Russie a intensifié ses attaques sur les installations énergétiques de l'Ukraine.

Le **soutien occidental à l'Ukraine est demeuré total, en ligne avec ce qui était en vigueur avant**. Les Occidentaux ont voulu **intensifier leur aide en envoyant des systèmes anti-blindage et anti-aériens de nouvelle génération**. Ces nouveaux systèmes, essentiels pour les succès ukrainiens sur le champ de bataille, marquaient surtout un changement d'esprit radical chez les Occidentaux alors qu'ils s'étaient jusqu'alors **contentés de livrer des systèmes défensifs**. Pourtant, une **forme de fatigue a commencé à émerger au sein des électeurs occidentaux quant à la viabilité à long terme de ce soutien**, déclenchant des débats sur l'allocation des ressources et les enjeux géopolitiques du conflit. Ces interrogations étaient d'autant plus vivaces, que la situation économique des pays Occidentaux se détériorait. **Après des mois de débats houleux, le Congrès américain a finalement voté une aide de 60 milliards de dollars à l'Ukraine en avril 2024.**

Juillet–Septembre 2024 : Escalade, victoires cruciales et incidents de haute importance

L'intensité de la guerre a encore augmenté pendant l'été. L'Ukraine a mené des offensives dans des zones stratégiques comme Zaporijjia, **remportant une victoire cruciale en août en reprenant le contrôle d'un corridor d'approvisionnement majeur.** Ce succès a fourni non seulement des avantages tactiques, mais a également constitué un coup de pouce moral, prouvant la capacité de l'Ukraine à défier les lignes de défense russes. L'été a aussi marqué l'arrivée des premiers F-16 donnés par les Occidentaux et tant attendus.

En août, **l'armée ukrainienne a pénétrée en sol russe, dans la région de Kursk et a occupé le territoire ennemi.** Cet incroyable renversement des rôles, a été rendu possible par le redéploiement de troupes aguerries depuis le front de l'Est. **L'armée ukrainienne a pu pénétrer le territoire russe sans véritable résistance et a pu l'occuper, sans toutefois être en mesure de se rendre jusqu'à la ville éponyme.** Ce mouvement, dont la principale visée était de rendre le moral à des troupes épuisées, s'est montré bénéfique du point de vue de la propagande. Pour autant, les gains stratégiques laissent à désirer, alors que cela signifiait le déplacement de troupes expérimentées depuis le front de l'Est, où elles étaient nécessaires devant l'insistance russe. L'armée de Poutine, au lieu de se précipiter vers Kursk pour reprendre leur territoire, en a profité pour intensifier les efforts vers Pokrovsk par exemple. Cette offensive sur Pokrovsk a abouti dès la mi-Septembre à une bataille capitale qui donne un quasi-encerclement de la ville.

Le 26 août, la Russie a lancé la plus grande attaque aérienne depuis le début de la guerre, avec 127 missiles et 109 drones d'attaque. Sur le total, 102 missiles et 99 drones ont été abattus par la défense ukrainienne, mais l'impact psychologique fut immense.

Le 3 septembre, 58 personnes furent tuées et 328 furent blessées à Poltava lors de d'une attaque russe meurtrière. 2 missiles balistiques ont touché la ville dans un laps de temps très court, et les gens qui étaient encore en route vers les abris anti-bombes ont été surpris. L'école fut touchée et

partiellement détruite, et des hôpitaux ou bâtiments avoisinant furent endommagés. La **Russie semblait plus motivée que jamais pour semer la terreur et impacter négativement le moral des populations et de l'armée.** Cela semblait confirmer le rapport de force, avec une Ukraine sur la défensive qui ne faisait que subir, malgré les livraisons occidentales.

Les **pertes humaines ont par ailleurs continué d'augmenter, faisant basculer cette guerre dans l'horreur.** Les populations civiles vivant près des zones de conflit ont subi les bombardements incessants de l'armée russe, aggravant encore plus la crise humanitaire. Cette stratégie russe est en ligne avec la volonté affichée de saper le moral de la population et ainsi prendre l'ascendant. Des **données des Nations Unies ont indiqué une hausse nette des victimes civiles en juillet, tandis que les infrastructures ont été de plus en plus endommagées.** Ce qui est en accord avec la volonté russe d'augmenter la pression sur la population et ainsi s'arranger pour que la fatigue augmente. En août, des milliers de personnes supplémentaires ont été déplacées au sein du territoire ukrainien, et la pression sur les ressources locales ainsi que sur l'aide internationale s'est intensifiée, compliquant les efforts de réponse humanitaire et affaiblissant la population.

Octobre-novembre 2024 : Préparations pour l'hiver et repositionnement tactique

En octobre, **la Russie et l'Ukraine ont concentré leurs efforts sur la préparation d'un nouvel hiver difficile.** Les forces ukrainiennes ont travaillé à renforcer leurs positions et à intégrer les nouveaux équipements occidentaux dans leurs stratégies défensives, déterminées à protéger les territoires repris durant l'été. Les formations et les améliorations logistiques ont pris la priorité, visant à atténuer les effets de l'hiver et à maintenir le contrôle territorial. Ces **préparations sont cruciales pour sécuriser les avancées de la Russie dans les oblasts de l'Est.** Cela est d'autant plus important pour l'armée de Kiev, que les défaites se sont multipliées ces derniers mois.

La **Russie, de son côté, a intensifié la consolidation de ses positions défensives.** La Russie continue à chercher à perturber les lignes

d'approvisionnement ukrainiennes et à tester la solidité des défenses de l'Ukraine. Sur le front diplomatique, **les Occidentaux ont réitéré leur position selon laquelle tout accord de paix devait respecter la souveraineté de l'Ukraine**, certains insistant sur les conséquences graves d'un soutien prématurément interrompu pour l'Ukraine.

Il faut signaler que le **2 octobre, la Russie a annoncé s'être emparé de la ville clé de Vuhledar, après des mois de combats brutaux**. Cette nouvelle prise de guerre, vérifie encore plus le rapport de force qui est clairement à la faveur de la Russie. L'Ukraine se retrouve une fois de plus dans le besoin de reculer, ce qui n'est pas bon et devrait influencer sur le moral des troupes. La Russie continue sa marche en avant, payant le prix de nombreuses pertes, mais en avançant un peu plus vers le contrôle intégral de l'oblast de Donetsk. Encore une fois, les troupes ukrainiennes ont décidé de se retirer avant un encerclement total.

Le **16 octobre, le président Volodymyr Zelensky a présenté devant le Parlement (Verkhovna Rada) son plan de victoire** après des discussions avec ses partenaires (USA, France, Royaume-Uni, Italie et Allemagne). Ce plan consiste en 5 points et a pour but de renforcer le pays et sa position en vue de la fin de la guerre et de la restauration de la justice. Les points sont :

- Invitation de l'Ukraine à rejoindre l'OTAN
- Le renforcement des forces ukrainiennes face à la Russie, via une permission donnée par les allies d'utiliser leurs armes à longue-portée pour toucher le territoire russe pour éviter les zones tampon et le déséquilibre.
- Endiguement de la Russie, grâce à un arsenal stratégique non-nucléaire déployé sur le sol ukrainien.
- Protection conjointe des ressources naturelles essentielles de l'Ukraine par les États-Unis et l'UE et utilisation conjointe de leur potentiel économique
- Pour la période d'après-guerre uniquement : remplacement de certaines troupes américaines stationnées en Europe par des soldats ukrainiens

Le mois **d'octobre 2024 a également marqué l'entente historique entre la Corée du Nord et la Russie**, dont le partenariat portait déjà sur la fourniture de munitions, munitions certes moins avancées technologiquement, mais arrivant en nombre (alors que les Européens se montraient incapable de fournir). Le 1^{er} novembre, **plus de 10 000 soldats coréens sont arrivés sur le sol russe pour commencer leur formation en vue d'un déploiement sur le front**. Cet évènement marque le passage d'un cap dans cette guerre, avec une co-belligérence assumée et une alliance contre les Occidentaux.

Le **samedi 16 novembre 2024, Volodymyr Zelensky a affirmé que la guerre se terminerait en 2025, par le biais de négociation et la voie diplomatique**. Cette déclaration marque un grand changement pour lui, alors que le président ukrainien s'était toujours opposé à des discussions avec Poutine. **Sûr de sa force, il n'a cessé de clamer haut et fort qu'il souhaitait le retour aux frontières de 1991, et donc au départ des forces russes d'occupation** (ce qui inclus la Crimée). Lors de cette intervention, il a insisté sur le fait qu'aucune paix ne pouvait être obtenue sans le concours de l'Ukraine, qui est un pays souverain... Il n'empêche, cette évolution montre qu'il est conscient que la suite du conflit ne devrait pas être particulièrement clément pour Kiev et qu'il ne pourra plus compter sur le soutien inconditionnel des Occidentaux en 2025 ou au-delà. Cette déclaration montre son évolution de position vers une forme de réalisme avec l'élection de Donald Trump qui a affiché pendant la campagne électorale son objectif d'avoir une paix rapide et sa volonté de rester dans le camp des Occidentaux.

Le comportement de Poutine n'a pas fait échos à celui de son homologue ukrainien, et il est resté fidèle à lui-même en continuant à pousser. Dans la nuit du 16 au 17 novembre, l'armée russe a frappé massivement les installations énergétiques ukrainiennes, faisant 11 morts. Cette attaque, mêlant missiles et drones, fut la plus dévastatrice depuis celle lancée par la Russie en août 2024.

Le **dimanche 17 novembre**, Joe Biden prend une **décision historique et importante**. La Maison Blanche a autorisé les Ukrainiens à **faire usage des missiles à longue portée ATACMS pour frapper le territoire russe**, ce qui avait toujours été refusé à Zelensky. Cela apparaît aussi comme un pari à haut risque. Elle reflète l'urgence d'un moment où les limites de la patience et de la prudence sont testées. Si cette stratégie offre à l'Ukraine de nouvelles opportunités, elle pose aussi la question de ses conséquences à long terme.

En réponse, **Vladimir Poutine a annoncé une révision de sa doctrine nucléaire, afin de ne pas apparaître affaibli**. Bien que cette menace nucléaire aurait pu rester sans suite, le 21 novembre, un missile Orechnik, un nouveau missile russe à portée intermédiaire (3000 à 5000 km) capable de transporter une charge nucléaire, a frappé Dnipro en Ukraine. Cette frappe, réalisée sans charge explosive, revêt davantage une dimension politique que stratégique. Elle constitue une réponse destinée aux Américains et aux Européens, indiquant que les Russes maîtrisent l'escalade, ayant prévenu les Américains avant cette frappe blanche. Par cette action, Poutine souhaite démontrer la puissance de son armée et sa capacité à frapper à longue distance. Cette réponse est un avertissement pour que les occidentaux évitent d'offrir d'autres atouts aux ukrainiens sans risquer de subir une réponse russe. Ainsi Vladimir Poutine souhaite montrer qu'il est capable d'effectuer des frappes nucléaires à longue distance. Toutefois, cela n'affecte pas la situation sur le front puisque les Russes conservent une position de force sans avoir recours à leurs missiles les plus avancés.

Décembre 2024/janvier/février 2025 : Vers la paix?

En **décembre 2024**, les forces russes ont lancé une **offensive ciblée dans la région de Donetsk, visant la ville stratégique de Kurakhove**. Après des semaines de combats acharnés, les troupes russes ont pris le contrôle de Kurakhove à la mi-décembre. **Cette victoire a permis à Moscou d'acquérir un avantage tactique sur le front est et a perturbé des lignes d'approvisionnement** importantes pour les forces ukrainiennes, augmentant la pression sur Kiev.

Parallèlement, **l'Ukraine a intensifié ses offensives dans le peu de régions où elle avait pris l'ascendant, ciblant notamment de manière intense le territoire russe dans la région de Kursk**, que la Russie ne parvient pas à récupérer malgré de nombreuses tentatives. Les forces ukrainiennes ont décidé de lancer des frappes précises sur des postes de commandement russes à Maryino, avec pour objectif de fragiliser l'infrastructure militaire de la Russie par exemple. Ces opérations traduisent une évolution dans la stratégie de Kiev, étendant le conflit au-delà de ses frontières et forçant Moscou à redéployer ses ressources. Mais cette diversion, ne remplit pas entièrement tous les objectifs ukrainiens, la Russie ne réduisant pas sa pression dans le Nord Est pour se replier vers Kursk et récupérer la région.

Le 20 janvier 2025, l'Ukraine a mené sa plus grande attaque sur le territoire russe à ce jour, ce qui est à remarquer sachant que l'équilibre des forces n'est pas son avantage. Utilisant une stratégie sophistiquée de « triple coup », les forces ukrainiennes, l'armée ukrainienne a d'abord employé des drones pour submerger les défenses aériennes russes, avant de lancer des missiles de croisière Storm Shadow fournis par le Royaume-Uni et des roquettes longue portée ATACMS américaines. Ces frappes ont ciblé des infrastructures critiques, notamment des bombardiers stratégiques et des installations de production d'armement dans des régions comme Engels et Saratov, infligeant un coup important aux défenses russes et à leur espoir de reprendre rapidement la région des mains de l'Ukraine.

Alors que la Russie se montrait plus menaçante que jamais, **l'Ukraine a annoncé vouloir développer ses propres systèmes de défense aérienne pour contrer le missile hypersonique Oreshnik**. Capable d'atteindre Mach 10, ce missile russe représente un défi majeur pour les systèmes de défense existants. Les Ukrainiens ont insisté sur l'urgence de créer un réseau intégré de défense aérienne et antimissile pour protéger les infrastructures clés et les populations civiles, durement touchées et cibles privilégiées de Poutine depuis des mois.

Sur le plan politique, des évolutions significatives ont marqué cette période. **L'inauguration du président américain Donald Trump le 20 janvier 2025 a introduit une nouvelle dynamique dans les efforts internationaux visant à résoudre le conflit.** Le président Trump avait exprimé son intention de négocier un accord de paix au plus vite, insistant sur le fait que Kiev et Moscou devraient faire des concessions. Cette position a été reprise par son nouveau Secrétaire d'état, Marco Rubio, qui a une fois de plus demandé la paix dès le lendemain de sa confirmation. Cependant, les deux camps ont cherché à renforcer leurs positions sur le champ de bataille avant toute négociation.

Les **dirigeants européens ont réagi en insistant sur la nécessité d'une augmentation des dépenses de défense et à un rôle plus affirmé dans la sécurité continentale**, pour se préparer au pire et au départ américain. Le président Emmanuel Macron, a par exemple exhorté les nations européennes à réduire leur dépendance envers les États-Unis en augmentant leurs budgets militaires. Ces déclarations de Macron ont montré la volonté de l'Europe de s'adapter à l'évolution du paysage géopolitique et de maintenir un soutien constant à l'Ukraine.

Sur le plan interne, **l'Ukraine a également été confrontée à des défis dans ses rangs militaires.** Des rapports ont fait état de désertions au sein de certaines unités ukrainiennes, y compris une formation partiellement entraînée par la France. Les autorités ukrainiennes ont lancé des enquêtes criminelles sur ces incidents, mettant en lumière les tensions et les défis de cohésion au sein de l'armée face à un conflit prolongé.

À la mi-février, **c'est un drone qui a frappé la centrale nucléaire de Tchernobyl**, endommageant la structure de protection du célèbre réacteur, et créant l'effroi. Bien que les autorités ukrainiennes aient rassuré le public en affirmant que les niveaux de radiation restaient stables, l'attaque a suscité des inquiétudes concernant la stratégie russe de frapper des infrastructures stratégiques.

OU EN SOMMES-NOUS ?

Les **derniers mois de conflit ont démontré un avantage en faveur des armées russes**. Du côté ukrainien, la fatigue se fait sentir de plus en plus et il est très difficile de recruter de nouveaux soldats en raison : d'un moral faible ; de décisions politiques qui ont aggravé la situation ; des combats de plus en plus intenses ; un manque de munition et de matériel

Les **défaites successives et les contrecoups ont miné le moral de l'armée ukrainienne, qui ne voit pas l'issue victorieuse se profiler à l'horizon**. L'impact d'une guerre prolongée se fait de plus en plus sentir au sein des forces ukrainiennes. L'épuisement physique et psychologique est omniprésent, reflétant la pression constante d'un conflit qui semble sans fin. À cela s'ajoute, les attaques russes contre les installations énergétiques ukrainiennes qui rendent cet hiver encore plus compliqué.

Les **difficultés ukrainiennes sont aggravées par des décisions politiques récentes**. Ainsi, l'abolition par le gouvernement ukrainien des limites de durée de service, qui permettait autrefois aux soldats de bénéficier de rotations régulières, a laissé beaucoup d'entre eux avec le sentiment d'être pris au piège dans une guerre sans issue. Certains décrivent leur réalité comme celle de combattants condamnés à rester « en guerre jusqu'à la mort ». Ce ressentiment alimente une crise morale, avec une hausse des cas de désertions. Si ces problèmes ne sont pas rapidement pris en compte, l'efficacité de l'armée ukrainienne pourrait s'en trouver gravement affectée.

La nature intense des combats, en particulier dans des zones contestées comme Bakhmout en 2023 puis Avdiivka, Vuhledar ou Kourakhove cette année, a encore accentué ces difficultés opérationnelles, alors que d'autres dures batailles sont en cours à l'ouest de Donetsk. De **nombreux soldats ukrainiens sont confrontés à une double épreuve : la fatigue mentale et le manque de ressources, notamment en munitions et en équipements adaptés**. À ce titre, le manque de munition reflète la dépendance de l'Ukraine à l'égard de l'aide internationale. Celle-ci risque de diminuer au

regard de l'évolution de l'administration américaine avec le passage de témoin de Joe Biden à Donald Trump.

La **dépendance de l'Ukraine à l'égard de l'aide militaire occidentale est à la fois une bouée de sauvetage et une source de vulnérabilité**. Les armes avancées et les munitions fournies par les alliés de l'OTAN, en particulier les États-Unis, ont été essentielles pour contrer les avancées russes. Toutefois, des incertitudes planent sur la pérennité de ce soutien, encore plus depuis le retour de Donald Trump à la maison blanche. Les stocks de munitions des pays occidentaux s'amenuisent, et de nombreux États de l'OTAN peinent à maintenir un flux constant d'armes vers l'Ukraine.

Les **dynamiques politiques dans les pays donateurs compliquent encore davantage la situation**. Aux États-Unis, des débats sur les priorités nationales et les coûts de l'aide militaire ont alimenté les inquiétudes quant à la continuité du soutien. Le paquet d'aide de 61 milliards de dollars voulu par Joe Biden a mis 6 mois à être voté par le Congrès, et les Républicains ont souvent exprimé leurs doutes et envie de faire cesser cette aide. Le retour de Donald Trump, qui présage des jours sombres pour l'aide à l'Ukraine voire un arrêt complet de celle-ci, fait craindre le pire à Kiev, alors que les Américains sont les premiers bienfaiteurs de Kiev en termes militaires.

De leur côté, **les dirigeants européens, bien qu'engagés à soutenir l'Ukraine, expriment des préoccupations quant à leur capacité à combler un éventuel retrait américain**. Les alliés européens risquent de devoir assumer une charge plus lourde si l'implication des États-Unis venait à diminuer ou s'arrêter. Ce dernier scénario serait catastrophique pour les Ukrainiens et les européens qui se sont montrés incapables de se substituer à l'aide américaine notamment sur le plan militaire. En effet, l'apport européen ayant été principalement financier et humanitaire depuis le début de la guerre.

Cette **dépendance met en évidence une faiblesse importante dans la stratégie de l'Ukraine**. Si l'aide occidentale est indispensable aux

Ukrainiens, leur trop grande dépendance à celle-ci les conduit à s'exposer aux fluctuations politiques et géopolitiques comme des changements de direction à la suite d'élections. Ainsi, l'Ukraine a besoin de développer une industrie de défense nationale et de diversifier ses partenariats internationaux pour garantir la sécurité à long terme du pays.

La **capacité de l'Ukraine à maintenir son effort militaire est également menacée par une crise croissante dans le recrutement**. La vague initiale de volontaires qui avait gonflé les rangs au début du conflit s'est estompée, forçant le gouvernement à se reposer davantage sur la conscription. Toutefois, de plus en plus d'Ukrainiens tentent d'échapper au service militaire, ainsi, l'âge moyen des soldats en première ligne a grimpé à 43 ans. Cela révèle une dépendance accrue envers les réservistes plus âgés et souligne les difficultés à attirer de jeunes recrues.

Pour faire face à ce problème, **Kiev a décidé de baisser l'âge d'éligibilité pour la conscription et le service militaire, tout en renforçant les sanctions contre les déserteurs**. Pourtant, ces mesures ont rencontré une résistance sociale importante qui a secoué le pouvoir. Les difficultés économiques, combinées à la perception d'une guerre interminable, dissuadent de nombreux jeunes hommes de s'engager. En d'autres termes, le **patriotisme, qui restait le principal moteur de la forte mobilisation, a laissé place à une forme de peur**. Par ailleurs, les entreprises, déjà fragilisées par le conflit, dénoncent les pressions croissantes sur la main-d'œuvre, ce qui a conduit à des appels à un rééquilibrage des politiques de mobilisation, pour tenter de sauver l'économie locale (mais ces appels sont restés lettre morte).

En parallèle, **si la Russie semble à son avantage dans cette guerre, elle n'avance pas aussi rapidement que prévu**. Ainsi, elle grapille du terrain à force de longues et coûteuses offensives. Les prises d'Avdiivka en février, puis de Vuhledar en octobre, de Kourakhove en décembre ou l'avancée vers Pokrovsk le démontrent. Cette résignation russe, fut visible dans le passé,

comme à Stalingrad, alors que la Russie n'a jamais rechigné aux sacrifices pour atteindre ses objectifs militaires.

Les **offensives russes successives et longues ont débouché sur des succès stratégiques** car elles s'appuient sur le manque de préparations défensives de l'Ukraine à l'arrière de Donetsk. Ne pouvant se défendre efficacement, les Ukrainiens sont forcés à chaque fois de battre en retraite face à la détermination russe. Les frappes aériennes massives ainsi que la supériorité numérique (et technique) ont aussi joué en faveur des Russes.

Le concept de « bataille en profondeur », central dans la philosophie militaire soviétique, était une stratégie mettant l'accent sur des offensives massives sur de nombreux fronts de manière simultanée. **Cette doctrine avait pour objectif de submerger l'ennemi par la force brute, souvent au prix de pertes humaines considérables.** Des exemples marquants incluent la bataille de Stalingrad et le siège de Leningrad pendant la Seconde Guerre mondiale, où les forces soviétiques ont accepté des pertes importantes pour remporter des victoires décisives.

Le **succès de l'Union soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale a ancré une culture militaire où les lourdes pertes étaient perçues comme un prix nécessaire pour des gains stratégiques.** Cette philosophie a perduré pendant la guerre froide, influençant des conflits ultérieurs tels que la guerre d'Afghanistan, où des schémas similaires de tolérance aux pertes ont été observés. Comme l'explique l'historien John Erickson, cette approche reflète une vision profondément enracinée dans la pensée militaire soviétique—et, plus tard, russe—selon laquelle les ressources humaines sont des variables sacrificielles au service des objectifs de l'État.

Plusieurs facteurs expliquent cette tolérance persistante aux pertes humaines dans l'approche militaire russe :

1. Un **précédent historique** : L'expérience soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale a établi un précédent où le sacrifice humain

était considéré comme essentiel à la victoire. Cet héritage a façonné la doctrine militaire russe et continue d'influencer sa planification stratégique.

2. Une **influence doctrinale** : Les stratégies militaires russes privilégient les offensives à grande échelle et la guerre d'usure. Cette approche demeure institutionnalisée, les académies militaires et les programmes de formation perpétuent ces tactiques.
3. Des **facteurs culturels et politiques** : La narration historique en Russie glorifie souvent le sacrifice pour l'État, avec des figures comme celles des soldats de la Seconde Guerre mondiale célébrées en héros nationaux. Politiquement, le contrôle strict du Kremlin sur l'information lui permet de minimiser la dissidence autour des pertes humaines, réduisant l'impact d'un éventuel mécontentement public.
4. Des **calculs stratégiques** : Du point de vue de Moscou, la capacité à supporter de lourdes pertes offre un avantage psychologique, signalant aux adversaires que la Russie est prête à endurer des coûts extrêmes pour atteindre ses objectifs. Cette logique est manifeste dans ses opérations en Ukraine, où des offensives persistantes visent à épuiser les défenses ukrainiennes et à tester la résilience des soutiens occidentaux.

Le fait que la Russie ne lésine pas sur les pertes pour atteindre ses objectifs (une tendance historique) **a amené le conflit à se prolonger sur plusieurs années et donner l'impression d'un conflit figé.** La Russie s'appuyant en effet sur sa population nombreuse et sa forte capacité de mobilisation pour maintenir son effort. Avec le rapport de force actuel, la Russie est en mesure de continuer l'effort et de maintenir la pression sur certains points clés afin de parvenir à son objectif, soit sécuriser la ville de Donetsk, compléter sa maîtrise territoriale sur tout le Donbass et surtout de l'Oblast de Donetsk, avant de se projeter sur Kramatorsk, Koupiansk et Kharkiv. Le rapport de force, explique pourquoi il sera dur dans les faits de forcer Poutine à une négociation qui ne soit pas à son avantage.

Question territoriale

La question du contrôle territorial reste au cœur du conflit. Tout au long de l'année 2024, les lignes de front ont connu des évolutions mineures, reflétant un conflit marqué par des gains et des pertes modestes de part et d'autre. Près de 18% du territoire ukrainien est actuellement occupé par la Russie qui est passé de 106 340 km² contrôlés en janvier 2024, à 112 00 km² aujourd'hui, soit un peu moins de 20% (en incluant la Crimée). Ainsi, **à la fin de l'année 2024, l'armée russe contrôlait 18,14% du territoire ukrainien contre 17,61% au début de l'année 2024.**

Actuellement, sur les différents fronts militaires :

- **Est de l'Ukraine** : Les forces russes conservent une emprise significative sur les régions de Donetsk et Louhansk, où elles maintiennent des positions fortement retranchées. La ville de Donetsk reste sous occupation russe malgré plusieurs contre-offensives ukrainiennes visant à regagner du terrain dans les zones environnantes. Au contraire, c'est bien la Russie qui avance et semble remporter la bataille de Donetsk. On a vu par exemple les villes d'Avdiivka, Vuhledar ou Kourakhove et Selidove qui sont tombées en 2024. La pression russe reste forte sur ce front.
- **Sud de l'Ukraine** : Kherson, reprise par les forces ukrainiennes en novembre 2022, reste sous contrôle ukrainien. Cependant, la région subit d'intenses campagnes d'artillerie russes, visant à affaiblir les infrastructures et à isoler les positions ukrainiennes. Sans être calme, ce front semble être d'une importance faible pour les Russes, qui ont plutôt solidifié leurs positions sur la rive droite du Dniepr après leur retrait de Kherson en 2022.
- **Nord-Est de l'Ukraine** : Dans l'oblast de Kharkiv, les troupes ukrainiennes ont réussi à défendre la ville stratégique de Koupiansk contre des offensives répétées des forces russes. Cette localité reste un point logistique clé pour les opérations dans l'Est.

- **Nord de Kharkiv** : Une incursion russe a été réalisée, avec ce que l'armée appelle une action subordonnée. Cette action, partie du territoire russe, montre l'importance de Kharkiv, deuxième ville du pays, pour les Russes. Ils poussent à l'Est pour rejoindre cette ville, mais aussi au Nord de celle-ci, dans une action séparée. C'est en mai 2024 que la Russie a saisi sa chance et pris quelques villages ukrainiens, sans pour autant réaliser des avancées majeures. La Russie a profité de l'absence d'aide américaine pour avancer ses pions. Pourtant, on a l'impression que l'armée reste passive et attend son moment, quand l'armée aura suffisamment avancé à l'Est et sera aux portes de la ville, pour mener une attaque coordonnée sur plusieurs fronts... Cette vision est corroborée par le fait que la Russie refuse tout échange avec la région de Koursk...
- **Crimée et mer Noire** : La Crimée demeure sous occupation russe, mais les attaques ukrainiennes par drones navals ou aérien et missiles contre des installations militaires sur la péninsule se sont intensifiées. La domination russe sur la mer Noire est de plus en plus contestée par l'utilisation de drones navals par l'Ukraine. Peu de craintes existent sur l'avenir de la Crimée, qui va rester russe.

Pertes humaines

Le coût humain de la guerre est immense, avec des chiffres de pertes qui continuent de grimper. Comme nous devons nous baser sur les chiffres donnés par les deux gouvernements, nous devons prendre les chiffres avec des pincettes...

- **Ukraine** : Les pertes militaires ukrainiennes, incluant morts et blessés, s'élèvent à environ 200 000 depuis le début du conflit, un chiffre qui reflète les lourds sacrifices consentis lors des contre-offensives de 2024. Volodymyr Zelensky a annoncé en décembre le chiffre de 43000 morts ukrainiens, un chiffre discutable. Les différents journaux

mondiaux ne parviennent pas à s'entendre précisément sur le chiffre. Le Wall Street Journal parle de 80 morts et 400000 blessés.

- Russie : Les pertes militaires russes sont estimées à plus de 95000 selon la BBC, mais ce chiffre est encore plus difficile à prouver et d'autres nous parlent de 300000 voire 800000 morts. Cela est dû en grande partie aux échecs d'offensives majeures dans l'Est de l'Ukraine et près de la région de Kursk.

Les Nations Unies estiment qu'au moins 10 000 civils ont été tués depuis février 2022, dont un grand nombre ces derniers mois en raison de frappes de missiles sur des zones urbaines et de l'utilisation de munitions non explosées. Les civils vivant près des lignes de front continuent de payer un lourd tribut.

Impact humanitaire

Le conflit a engendré une crise humanitaire sans précédent, touchant des millions de personnes. Que ce soit des personnes déplacées ou des morts ou blessés civils Plus de 8 millions d'Ukrainiens ont été déplacés, cherchant refuge dans des pays voisins comme la Pologne, la Roumanie et l'Allemagne, sans que leur retour au pays ne soit possible sur le court ou le moyen terme (mais le veulent-ils?). À l'intérieur de l'Ukraine, les personnes déplacées font face à des conditions précaires dans l'Ouest du pays, où les infrastructures peinent à répondre à leurs besoins. Ces déplacés de l'intérieur sont difficiles à chiffrer, mais rendent certains le fait que les populations ukrainophones ont quitté les régions de l'Ouest, laissant la voie libre à la Russie.

Selon la Banque mondiale, le PIB de l'Ukraine a chuté de 35 % depuis le début de la guerre en février 2022. L'inflation forte, le chômage et la destruction voire annexion des infrastructures agricoles ont gravement affecté les exportations, notamment les céréales. Sur ce point, la fin des accords d'exportation de céréales et le blocage des convois par la Russie a fait craindre une crise mondiale, mais surtout des risques pour la population, avec la fin de l'apport en devises...

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) estime les dégâts matériels à plus de 300 milliards de dollars, incluant des écoles, des hôpitaux et des réseaux énergétiques détruits. Tout cela fait penser que la reconstruction de l'Ukraine sera très longue et coûteuse...

VERS UNE SOLUTION PACIFIQUE ?

LA SITUATION AVANT L'ARRIVEE DE TRUMP

Comme tous les ans depuis le 22 février 2022, les Ukrainiens souffrent davantage de l'hiver que les Russes. Cela sera encore plus marquée cette année, puisque l'armée russe a attaqué les infrastructures énergétiques en plus de cibler les civils. En complément, le manque d'armes et de munitions limitent les capacités offensives ukrainiennes, d'autant que les chars occidentaux sont peu utiles durant le rude hiver ukrainien, les chenilles s'enfonçant dans le sol boueux. Ainsi, les Ukrainiens devraient rester sur la défensive, englués dans une guerre de position.

La balle reste dans le camp russe, et Vladimir Poutine cherche à continuer sur sa lancée. Avant l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, lui comme Zelensky, ne voulait négocier et considérait que la sécurisation de Donetsk, principale ville annexée depuis le début des affrontements, était une priorité. La prise des villes et villages alentour, à l'Ouest de la ville, semble la plus grande nécessité pour lui, car en cas d'échec, c'est sa légitimité qui serait entachée. En effet, Poutine a été réélu en 2024 car les Russes adhèrent à sa conduite de cette guerre. En cas de non-sécurisation de la région, son prestige en souffrirait puisqu'il s'agit d'un des objectifs de guerre qui a motivé le déclenchement de l'opération spéciale. La mauvaise santé économique peut conduire le président russe à chercher une démonstration de force et des victoires militaires tonitruantes pour consolider son pouvoir.

De plus, Vladimir Poutine cherche à pousser son avantage afin d'accumuler le plus d'atouts possibles avant les négociations avec Donald Trump et son arrivée à la Maison Blanche le 20 janvier 2025. Ce dernier s'est vanté de pouvoir résoudre ce conflit en une journée en forçant les belligérants à la

négociation. Il est depuis revenu sur ces déclarations, mais veut bien en finir avec cette guerre meurtrière.

L'armée russe a passé les mois d'hiver sur l'offensive et devrait continuer sur sa lancée afin de tirer son avantage au maximum. Cela a pris la forme d'offensives coûteuses en hommes et en armes, mais a débouché sur des avancées stratégiques et majeures. Cette stratégie, qui a fonctionné à Bakhmout ou Avdiivka, devrait encore une fois être payante pour l'armée russe. Après la prise de Vuhledar au début octobre 2024, ou de la ville de Kourakhove en décembre, d'autres villes devraient suivre et ainsi permettre la remontée de l'armée vers Pokrovsk puis Serhivka. Dans le même temps, l'armée pousse plus au Nord pour rejoindre l'armée victorieuse à Vuhledar sur Pokrovsk, car depuis Ochetyrne, elle fonce vers Pokrovsk via Hrodivka. L'objectif à terme est de rejoindre et prendre Serhiivka, au Nord-Ouest de Pokrovsk, et ainsi s'ouvrir une voie royale.

Légèrement plus au Nord, la ville de Kramatorsk, ville qui sert de quartier général à l'armée ukrainienne, est un objectif russe de longue date. La prise de Bakhmout en 2023 a libéré la voie vers cette ville qui n'est qu'à quelques kilomètres du front. Cette prise serait importante dans l'esprit de Poutine, car en plus d'être stratégique et d'ouvrir la voie à l'armée, elle permettrait de compléter les territoires annexés et sécuriser l'entièreté du Donbass... Ces derniers jours, les attaques se ont multiplié sur cette ville qui reste plus que jamais un objectif russe...

Un peu plus au Nord, l'objectif sera d'aller à terme vers Kharkiv, dont la sidérurgie réputée attise les convoitises, alors que cette ville est importante pour les idéologues de la Novo-Rossyia proches de Poutine. Dans cet objectif de prendre la deuxième ville du pays, l'armée russe devrait continuer à pousser en direction de Koupiansk, Borova et Lyman, une fois les villes prises, une jonction pourra être effectuée avec les troupes russes qui se trouvent au Nord de Kharkiv, postée aux alentours de Belgorod en Russie, et celles qui ont réussi à se saisir de villages au Nord de Kharkiv. Kharkiv reste une

prise de guerre de choix, elle est importante dans cette nouvelle Russie voulue par Poutine, qui n'a jamais supporté devoir quitter cette ville en catastrophe en 2022.

Ces différentes actions seront bien évidemment appuyées par des frappes massives et des attaques de drones (les Shahed 136 s'étant montrés redoutables depuis le début de la guerre). Cette stratégie reste conforme à ce qui a été observé depuis le début de la guerre et nous ne devrions pas assister à autre chose qu'un grappillement de la Russie.

À Kursk, en territoire russe, les 11 000 soldats nord-coréens tant attendus pour aider à reprendre ce territoire occupé depuis l'été, ont lamentablement échoué. La Russie ne voulait pas y envoyer ses meilleures troupes, alors que les objectifs à l'Est du territoire ukrainien sont plus pressants, mais devrait s'y résigner. Pour autant, une offensive majeure est prévue afin de reprendre ce territoire qui constitue le principal gain ukrainien de l'année 2024. La récupération de cette poche est importante pour Poutine en vue des négociations futures, et c'est pour cela qu'ils cherchent à la reprendre avant la rédaction d'un accord, pour éviter de devoir faire des concessions à Zelensky. De leur côté, les Ukrainiens, remotivés avec l'autorisation américaine d'utiliser des ATACMS, vont chercher à se donner tous les moyens de conserver cette poche.

Le Sud du pays quant à lui, en direction de Kherson, devrait se montrer calme. Les Russes ont quitté Kherson volontairement et ne semble pas vouloir y revenir coûte que coûte. Nous devrions voir des opérations de défense russe, mais rien de plus...

L'autorisation donnée aux Ukrainiens de frapper les positions russes avec des armes occidentales de longue portée ne devrait par ailleurs pas changer l'équilibre actuel, clairement en faveur des Russes. Cela est comparable à la fourniture de chars puis d'avions occidentaux à l'Ukraine, qui sont arrivés trop tard pour avoir un réel impact stratégique.

UKRAINE NE PEUT TENIR SANS SOUTIEN OCCIDENTAL ET EN PARTICULIER AMERICAIN

La **pierre angulaire de l'effort de guerre ukrainien réside dans le niveau sans précédent de l'aide militaire fournie par ses alliés occidentaux**. Les États-Unis sont en tête de cet effort, ayant engagé **plus de 88 milliards de dollars en assistance militaire, humanitaire et financière depuis février 2022**¹. Cette aide inclut des armes avancées, à visées offensives comme défensives, telles que les systèmes HIMARS, les missiles antichars Javelin, et les systèmes de défense aérienne Patriot, ainsi que des renseignements stratégiques et une formation des troupes ukrainiennes. Plus récemment, des chars Abrams ainsi que des missiles ATACMS sont venus s'ajouter à cela. Selon le Kiel Institute, cette assistance militaire américaine est équivalente au budget total de la défense russe pour l'année 2022, illustrant l'ampleur de ce soutien.

Les **nations européennes jouent également un rôle crucial dans l'aide, bien que le total reste insuffisant**. Le Royaume-Uni, l'Allemagne et la Pologne ont fourni des équipements essentiels, notamment des chars Challenger 2 et Leopard 2, des systèmes d'artillerie et des véhicules blindés. Début 2024, l'Allemagne avait livré des unités d'artillerie lourde et s'était engagée à soutenir la modernisation militaire de l'Ukraine à long terme (mais Olaf Scholz a toujours refusé de livrer des missiles Taurus). La France n'est évidemment pas en reste, avec des Canons CAESAR ou des blindés légers, en passant par les Mirage 2000. Ces **contributions ont permis à l'Ukraine de maintenir une posture défensive robuste et de lancer des contre-offensives réussies**, récupérant des territoires importants en 2022 et 2023. Pour autant, elle n'a pas empêché à Kiev de plafonner en 2024...

L'importance de cette aide dépasse le simple matériel militaire. Les programmes de formation et les conseils stratégiques des pays de l'OTAN ont amélioré l'efficacité opérationnelle des forces ukrainiennes, leur

¹ Chiffres du Kiel Institute au 1er novembre 2024

permettant de s'adapter aux exigences de la guerre moderne. Ces tentatives ont eu un impact limité et discutable, mais sans celui-ci, la capacité de l'Ukraine à résister aux avancées russes s'effondrerait probablement très rapidement, exposant le pays à une occupation prolongée.

L'Aide Financière : Un Bouclier contre l'Effondrement Économique

Alors que l'aide militaire fait les gros titres, **l'aide financière reste importante pour soutenir l'effort de guerre ukrainien**. Les répercussions économiques de la guerre sont dévastatrices et l'aide financière permet de réparer les dégâts voire laisse miroiter un effort de reconstruction plus facile. **Le PIB de l'Ukraine a chuté de 30,4 % en 2022, et les dommages aux infrastructures sont estimés à plus de 180 milliards de dollars et la banque mondiale estime que plus de 500 milliards seront nécessaires pour la reconstruction sur 10 ans**. Dans ce contexte, l'aide financière occidentale permet au gouvernement ukrainien de fonctionner et de soutenir ses citoyens. Une fois une fin acceptable trouvée, cette aide sera très importante car nous nous retrouverons avec un pays en ruine...

L'Union européenne s'est imposée comme un contributeur majeur, fournissant plus de 134,9 milliards d'Euros depuis le début de la Guerre (chiffre avancé par Ursula Von der Leyen lors de la Conférence sur la sécurité de Munich en 2025. Cette contribution dépasse celle des États-Unis (114 milliards selon le Kiel Institute). Selon le Kiel Institute, l'aide financière et humanitaire de l'UE se chiffre à 67,7 milliards d'Euros. Ce soutien a stabilisé l'économie ukrainienne, financé les opérations gouvernementales et assuré la prestation de services essentiels. Par ailleurs, **les États-Unis ont approuvé en avril 2024 un paquet d'aide de 61 milliards de dollars, dont 13,8 milliards ont été alloués à l'achat d'armes**. Ces montants ont été essentiels pour maintenir à flot l'économie ukrainienne et financer les dépenses de défense.

Cette **aide financière a également permis à l'Ukraine de gérer sa dette extérieure et de stabiliser sa monnaie**. La hryvnia, qui a connu une volatilité extrême au début de la guerre, a bénéficié de l'injection d'aides étrangères

et de la confiance internationale dans la capacité de l'Ukraine à tenir le coup de l'Ukraine. **Sans cette aide, le gouvernement ukrainien aurait eeu du mal à remplir ses obligations financières**, sapant ainsi sa capacité à soutenir à la fois l'effort de guerre et la reconstruction post-conflit serait grandement menacée.

L'Aide Humanitaire : Faire Face au Coût Humain de la Guerre

Le coût humain de la guerre en Ukraine est énorme et préoccupant. En effet, **plus de 6 millions d'Ukrainiens ont été déplacés à l'intérieur du pays, tandis que 8 millions d'autres ont trouvé refuge dans les pays voisins sans que leur retour ne soit à prévoir pour la plupart**. Les nations occidentales ont fourni une aide humanitaire nécessaire pour répondre à cette crise, cela comprend des vivres, des soins médicaux et des abris pour les populations déplacées.

L'Union européenne a coordonné des efforts pour soutenir les réfugiés et fournir des services essentiels en Ukraine. Tous les alliés de l'Ukraine n'ont pas assumé cette tâche, mais il faut bien noter que l'UE ne s'est pas dégonflé... Par ailleurs, les organisations non gouvernementales et les agences des Nations unies ont aussi joué un rôle crucial dans la livraison d'aide aux régions touchées par le conflit en Ukraine (quant celles-ci étaient accessibles et pas sous les bombes russes). Cependant, l'ampleur de la crise humanitaire est d'une telle ampleur que les ressources disponibles sont insuffisantes par rapport aux besoins réels, soulignant la nécessité de maintenir et d'intensifier les efforts d'aide.

Les Risques d'une Réduction de l'Aide Occidentale

Bien que l'aide occidentale soit indispensable, la **possibilité d'une réduction de ce soutien constitue une menace majeure pour la survie de l'Ukraine**. Plusieurs facteurs pourraient conduire à une diminution de l'aide, notamment des changements politiques dans les pays donateurs, des pressions économiques et une fatigue face à la guerre parmi les populations occidentales.

Durant toute la guerre, **l'action et la communication de Volodymyr Zelensky ont permis de débloquer des milliards d'aide ainsi que de conserver l'opinion publique occidentale attachée à la cause ukrainienne**. Il est ainsi capable de faire pression sur ses alliés (sa visite à Washington en décembre 2022 reste dans les annales pour un leaders d'un pays en guerre) et de maîtriser des réseaux sociaux. Son charisme et sa facilité à se connecter émotionnellement avec ses interlocuteurs en ont fait un envoyé de choix.

Cependant, la situation a progressivement évolué, avec trois éléments qui marquent une éventuelle diminution de l'aide occidentale : les difficultés économiques ; l'impossibilité de livrer en masse des équipements militaires et une lassitude des opinions publiques après près de 3 ans de conflit.

Le **manque d'argent** (1), alors que les pays occidentaux doivent faire face à une situation **socio-économique difficile marquée par l'inflation et la baisse du pouvoir d'achat des ménages**. Les finances de certains pays ne sont pas illimitées, et surtout l'argent envoyé à l'Ukraine pourrait être mieux utilisé. L'opinion publique de chaque pays concerné commence d'ailleurs à reprocher cette aide à leurs gouvernants.

L'impossibilité de livrer en masse (2), surtout en Europe, alors que les stocks sont bas. Durant de longues années les dépenses militaires dans l'OTAN n'ont pas été suffisantes et ce manque d'investissement se fait sentir.

La lassitude avec une guerre qui dure depuis presque deux ans (3), une contre-offensive qui ne remplit pas les attentes (malgré l'aide considérable) mais aussi une lassitude envers Zelensky qui est retombé de son piédestal. En effet, alors que ce dernier réussissait à mobiliser les opinions publiques occidentales pour appeler à un soutien de l'Ukraine, il a commis quelques erreurs qui ont pu irriter les capitales occidentales. Ainsi, le choix de se plaindre du manque de générosité interroge, alors que les européens

donnent vraisemblablement plus que ce qu'ils peuvent se permettre de donner.

La fin de cette aide ou la limitation de celle-ci, risque de provoquer de grandes conséquences pour l'Ukraine qui ne pourrait maintenir son effort de guerre. Cela engendrerait trois conséquences : une vulnérabilité militaire ; une instabilité économique ainsi qu'une crise humanitaire.

Une **réduction de l'aide militaire affaiblirait considérablement la capacité de l'Ukraine à se défendre, en la rendant vulnérable militairement** (1).

Sans livraisons continues d'armes offensives ou défensives de qualité et de munitions, l'Ukraine pourrait faire face à des pénuries critiques, compromettant ses opérations . Cela exposerait le pays à de nouvelles avancées russes et affaiblirait sa position dans les négociations de paix, alors qu'elle serait vu comme faible face à la Russie.

Le retrait de l'aide financière aggraverait la condition économique de l'Ukraine, pourtant déjà précaire , provoquant **potentiellement une crise budgétaire et plongeant le pays dans une instabilité économique** (2). Cela entraverait la capacité du gouvernement à payer les salaires, à financer les programmes sociaux et à reconstruire les infrastructures endommagées. Une instabilité économique pourrait également éroder le moral public et le soutien à l'effort de guerre. Il faut souligner que cette fatigue est voulue par le Kremlin, et c'est la raison pour laquelle son armée vise les infrastructures... Une diminution de l'aide humanitaire aggraverait les conditions déjà précaires de millions d'Ukrainiens déplacés, **pouvant conduire à une crise humanitaire** sans précédent qui pourrait marquer et déstabiliser durablement le pays (3). Une réduction du soutien aux réfugiés et aux populations vulnérables entraînerait une augmentation des souffrances humaines, des troubles sociaux et une pression accrue sur les pays voisins, qui portent une grande part du fardeau des réfugiés. Les Occidentaux ont tendance à oublier l'importance de cette aide, mais elle reste cruciale...

POURQUOI L'ARRIVEE AU POUVOIR DE TRUMP CHANGE-T-ELLE LA DONNE ?

Le retour de Donald Trump à la présidence introduit de nouvelles variables dans une situation déjà complexe. Connu pour sa doctrine « America First » et son approche non conventionnelle des affaires étrangères, **la nouvelle administration Trump soulève des questions cruciales sur l'avenir de l'implication des États-Unis en Ukraine** et sur la réponse internationale plus large face à l'agression russe.

La position de Trump sur la Russie et l'Ukraine lors de son premier mandat (2017-2021)

Le **premier mandat de Donald Trump a été marqué par une approche qualifiée de contradictoire vis-à-vis de la Russie et de l'Ukraine**. D'une part, **son administration a approuvé l'octroi d'armes létales à l'Ukraine, notamment des missiles antichars Javelin** (une rupture par rapport aux politiques de ses prédécesseurs). Mais, **la rhétorique de Trump traduisait souvent une affinité pour le président russe Vladimir Poutine**, suscitant des inquiétudes chez ses alliés et ses critiques, alors que cette proximité rendait circonspecte.

La controverse a par exemple éclaté en 2019 avec un appel téléphonique entre les présidents Trump et Zelensky. En effet, **le président américain menaçait de suspendre l'aide militaire si Zelensky ne lançait pas une enquête sur Hunter Biden, fils de Joe Biden**. Cet épisode a mis en lumière la **tension entre les motivations personnelles de Trump et les objectifs politiques plus larges de son administration**, qui a maintenu des sanctions contre la Russie et soutenu la souveraineté de l'Ukraine sur la scène internationale.

La rhétorique de campagne avant l'élection de 2024

Lors de la campagne présidentielle de 2024, **Donald Trump s'est engagé à résoudre rapidement le conflit ukrainien**. Il a souvent affirmé qu'il pourrait mettre fin à la guerre en 24 heures, bien qu'il ait peu développé les détails de cette proposition, préférant laisser planer le doute. **Trump a critiqué les alliés européens pour ce qu'il considérait comme une contribution insuffisante à la défense de l'Ukraine, présentant le soutien américain comme disproportionné**. Selon lui, les Américains ont beaucoup trop payé dans cette guerre et il veut revoir cet argent.

Son colistier, le sénateur J.D. Vance, dorénavant vice-président, a répété ces critiques, **plaidant pour une recalibration de la politique étrangère américaine en faveur des intérêts domestiques** (mais sans le dire réellement, il cherche à se focaliser sur l'Indo-Pacifique). Cette position a trouvé un écho favorable auprès de la base électorale de Trump, mais a suscité des inquiétudes parmi les alliés Occidentaux des Américains et les responsables ukrainiens quant à une possible réduction du soutien américain, jugé vital pour contrer l'agression russe.

Le plan de Trump pourrait être proche de celui énoncé par JD Vance durant la campagne, même si nous n'avons pas assez de détails pour le moment. **Il correspond à un arrêt des combats**, la fixation du front (territoires contrôlés par l'un et l'autre belligérant sont gardés), **l'instauration d'une zone démilitarisée de séparation entre les deux** (comme en Corée sur le 47ème parallèle) et **une neutralisation de l'Ukraine** (pas d'OTAN à minima et voir pas d'UE). Pour autant, cette situation est amenée à évoluer au regard des intérêts de chaque partie.

Actions et déclarations post-électorales

Après son élection, **Donald Trump a voulu entamer au plus vite des discussions avec les présidents Poutine et Zelensky**. À la différence de la situation au Moyen-Orient, cela s'est avéré être plus complexe que prévu. Selon des rapports, Trump aurait mis en garde Poutine contre toute escalade

supplémentaire tout en pressant Zelensky d'envisager des concessions pour accélérer la paix. Bien qu'ayant eu une incidence limitée, ces initiatives ont eu l'intérêt de remettre la question de l'arrêt des combats au centre de la table, chose qui n'était pas arrivée depuis plus d'un an. Ainsi, **Donald Trump montre à son électorat qu'il tente de respecter sa promesse d'apporter la paix dans cette région.**

Concernant les négociations, **les conseillers de Donald Trump ont avancé des plans consistant à faire pression sur l'Ukraine.** En menaçant de suspendre l'aide militaire, cela devrait les encourager à engager des négociations. Dans le même temps, **l'administration américaine prévoit de signaler à la Russie que toute nouvelle agression entraînerait une escalade du soutien américain à l'Ukraine,** afin de les décourager à poursuivre leur offensive. On observe que la stratégie américaine est davantage de faire pression sur Zelensky, qui reste extrêmement dépendant des Américains, que sur Poutine. **Toutefois, certains ont critiqué cette stratégie car en allant au bout de celle-ci, on pourrait contrevenir à la souveraineté de l'Ukraine et privilégier, voire encourager, la Russie.** De leur côté, les partisans de Trump soutiennent qu'elle ouvre simplement la voie à un règlement négocié. Cela est juste vu comme une manière de brusquer, pour mieux arriver à ses fins.

Les premières politiques et déclarations du second mandat

Depuis **son entrée en fonction, Donald Trump a répété son envie et son engagement à mettre fin au conflit ukrainien.** Les nominations dans son cabinet reflètent une stratégie cohérente en phase avec sa vision de réduction de l'implication américaine dans certains conflits étrangers jugés comme non-capitaux (pour permettre un recentrage en direction de l'Indopacifique). Le secrétaire d'État Marco Rubio, par exemple, a mis l'accent sur la nécessité pour les nations européennes d'assumer une plus grande responsabilité en matière de défense, un thème récurrent dans le discours de Trump sur la politique étrangère (repris également par le Vice-président JD Vance lors de son discours à la Conférence de Sécurité de Munich en février 2025).

Lors de son discours inaugural, **Trump a annoncé des plans pour augmenter la production pétrolière nationale afin de faire baisser les prix de l'énergie à l'échelle mondiale, visant à affaiblir l'économie russe.** Il a également appelé les membres de l'OTAN, alliés historiques habitués à la protection américaine, à porter leurs dépenses de défense à plus de 2% du PIB, et même 5 % du PIB, **soulignant sa conviction que les États-Unis ne devraient pas supporter seuls le poids de la sécurité européenne.** En d'autres termes, il ne veut plus être garant d'une défense européenne à tout prix et il invite les pays du Vieux Continent à assurer leur sécurité ainsi que celle de l'Ukraine.

Concernant la paix, le **président américain a fait évoluer sa position quant aux négociations pour stopper la guerre en Ukraine.** Il a **annoncé un délai de 100 jours pour un cessez-le-feu, et non plus 24 heures.** Ce changement d'opinion montre qu'il a réalisé la situation difficile dans laquelle il se trouvait et qu'il ne pourrait pas obtenir d'accord rapidement en une journée, comme annoncé précédemment car le rapport de force est complexe et pas favorable à une négociation juste. Trump en a profité pour critiquer le Président Vladimir Poutine, qui est pour lui le principal fautif du marasme actuel et a bloqué toute tentative de résolution par le passé. Il l'a appelé à revenir à la raison et stopper l'avancée meurtrière de ses troupes sous peine de sanctions additionnelles de sa part, ce qui n'a pas encore été réalisé vu que l'armée russe continue son avancée. Ce revirement s'explique par les critiques formulées contre Donald Trump qui ne veut pas apparaître comme un président faible qui céderait tout à la Russie.

Les perspectives des principaux membres du cabinet et actions potentielles

La **composition de l'administration Trump offre un aperçu de son approche sur le conflit ukrainien.** Le secrétaire d'état Marco Rubio, tout en plaidant pour une position ferme contre l'agression russe, a également souligné l'importance d'une répartition équitable des charges au sein de l'OTAN, avec les alliés. Le conseiller à la sécurité nationale Keith Kellogg, chargé de développer un plan global pour mettre fin à la guerre en 100 jours,

a proposé de combiner pression économique et militaire pour forcer les deux parties à négocier.

Le **vice-président Vance, qui a fait grand bruit avec son discours de Munich, a suggéré que l'Ukraine doit accepter des concessions territoriales dans le cadre d'un accord de paix et plaidé pour un désengagement américain.** Si cette vision s'aligne sur l'accent mis par Trump sur une résolution rapide du conflit, elle suscite des inquiétudes quant au précédent qu'elle pourrait créer pour les normes internationales et le message qu'elle envoie aux régimes autoritaires. Cependant, ces critiques ne sont pas la préoccupation première du nouveau Vice-Président qui est davantage concentré sur le respect des promesses électorales et conserver son électorat dans le giron des Républicains.

Plan voulu par Trump et négociations avec la Russie

Principaux points :

- 1- Un cessez-le-feu immédiat : Pour **Donald Trump, l'établissement d'un cessez-le-feu immédiat, gelant effectivement les lignes de front actuelles, est nécessaire.** Cette approche reconnaît implicitement le contrôle russe sur certains territoires ukrainiens occupés depuis 2014 (qui compte pour un peu moins de 20% du territoire). Cette vue peut sembler favoriser la Russie, en actant de fait sa victoire. **John Bolton, ancien conseiller à la sécurité nationale de Trump lors de son premier mandat, a qualifié le plan de « capitulation effective devant Poutine »,** suggérant qu'il s'aligne étroitement sur les intérêts du Kremlin.
- 2- Neutralisation de l'Ukraine : Un **autre aspect essentiel de son plan concerne les aspirations de l'Ukraine à adhérer à l'OTAN qui doivent être annihilées** (ils ne se prononce pas sur l'UE, jugeant l'Union inoffensive et parfois insignifiante). Le **président Trump a déclaré sans équivoque que l'Ukraine devait renoncer à adhérer à l'Alliance,**

suggérant que l'expansion de l'OTAN était l'un des principaux catalyseurs et facilitateur du conflit, notamment dans la vision russe portée par Vladimir Poutine. De plus, il considère que ce n'est pas à l'Amérique d'assurer la sécurité de l'Ukraine (dans le présent, mais aussi dans le futur, pour faciliter un désengagement américain). Pour lui, ce sont les Européens qui doivent le faire. La visite d'Emmanuel Macron à Washington le 24 février vient entériner ce principe. En effet, les **Européens ont toujours été vus comme ceux qui doivent sécuriser l'Ukraine**. Ainsi, Macron a obtenu la certitude que les Européens pourront s'occuper de l'assurance et du service après-vente d'un accord auquel ils ne seront pas conviés à la rédaction.

- 3- L'accord sur les minéraux : La pierre angulaire de la proposition de l'administration Trump (et la seule pièce du puzzle dont nous connaissons plus ou moins la teneur) est **un accord économique dans lequel l'Ukraine allouerait une part importante de ses revenus issus des ressources minérales et naturelles, donc terre-rares, qui sont nombreux et inexploités en Ukraine, aux États-Unis**. L'accord proposé implique que l'Ukraine cède 50 % de ses revenus provenant de ressources telles que les minéraux, le pétrole et le gaz à un fonds contrôlé par les États-Unis (initialement, Trump voulait la mention de la somme de 500 milliards, chose qui fut refusée par Zelensky). Cette proposition sera acceptée par les Ukrainiens (comme nous l'apprend l'AFP et le Financial Times), pourtant, on ne peut que s'interroger sur l'équité et les implications de tels termes. Le président Zelensky a exprimé lors de la première mouture de cet accord, ses inquiétudes quant à la reconnaissance de l'aide non remboursable comme une dette et à la perte potentielle de souveraineté économique.

Négociations avec la Russie :

Depuis la mi-février 2025, des négociations entre les États-Unis et la Russie se poursuivent et d'autres réunions de haut niveau sont prévues en Arabie Saoudite. **Donald Trump a indiqué la possibilité d'une rencontre personnelle avec Vladimir Poutine pour finaliser les accords au**

printemps 2025. Le succès de ces négociations **dépend de l'équilibre entre les intérêts de toutes les parties concernées** : la garantie de la souveraineté de l'Ukraine jugée primordiale par Zelensky, la réponse aux préoccupations de la Russie en matière de sécurité (une neutralisation de l'Ukraine dans le futur est voulue par Poutine).

ZELENSKY A FAIT EVOLUER SON DISCOURS

Initialement opposé à toute discussion avec Vladimir Poutine, Volodymyr Zelensky semble désormais prêt à envisager des solutions diplomatiques.

Ce changement découle d'un ensemble complexe de facteurs, notamment le retour de Donald Trump à la présidence des États-Unis, l'évolution des dynamiques militaires (le rapport de force lui étant clairement défavorable et que la récupération de tous les territoires contrôlés par Moscou est impossible), les pressions internationales, les défis économiques et les réalités politiques internes.

La résistance initiale de Zelensky aux négociations

Dès son élection en 2019, Volodymyr Zelensky a fait de la fin du conflit dans l'est de l'Ukraine une priorité et comme un argument électoral de sa candidature. Ses premières tentatives de dialogue, notamment lors de la rencontre au format Normandie en 2019, visaient une désescalade et une discussion pacifique et constructive avec Poutine. Cependant, **face à des résultats limités, il a adopté une position plus rigide, refusant toute discussion sans concessions majeures de la Russie** (cela lui permettait de ne pas perdre la face et se montrer en position de force devant son peuple). Cette résistance reposait sur plusieurs éléments fondamentaux :

Volodymyr Zelensky a toujours exigé que toute négociation respecte la souveraineté et les frontières de l'Ukraine (pour lui, la référence devait être celle de 1994, du temps de l'Accord avec la Russie). Le retrait des forces russes des territoires occupés, y compris la Crimée, constituait une condition

non négociable pour lui. Engager des discussions sans ces prérequis aurait été perçu comme une légitimation de l'agression russe.

Les accords de Minsk, qui aurait dû instaurer une paix durable entre les deux pays, à défaut de trouver une solution sur la question territoriale, ont échoué à plusieurs reprises. Les violations continues des cessez-le-feu par la Russie ont renforcé la méfiance quant à l'efficacité des négociations. **Volodymyr Zelensky redoutait que l'histoire ne se répète, et qu'un accord hâtif ne permette à la Russie de se réarmer afin de reprendre les hostilités.** Cette méfiance historique explique pourquoi Zelensky restait hostile à toute négociation ; ce a-qui correspondait à signer un blanc-seing à la Russie

Une **grande partie de la population ukrainienne rejetait fermement toute négociation perçue comme une capitulation.** Les groupes nationalistes et les anciens combattants s'opposaient à tout compromis susceptible de compromettre la souveraineté du pays, plaçant Volodymyr Zelensky dans une position délicate. En cas d'accord défavorable, des rivaux comme Zaloujny (ancien chef d'Etat-major) pourraient lui contester son leadership.

L'Ukraine pouvait compter sur le soutien indéfectible des États-Unis et de l'Union européenne, qui encourageaient une résistance militaire plutôt qu'un règlement négocié lui étant défavorable. Ce soutien renforçait la détermination **de Volodymyr Zelensky à éviter tout compromis. On peut citer par exemple un accord de paix de juin 2022 qui a failli aboutir,** mais qui a finalement été refusé sous la pression du britannique Boris Johnson (et des Américains semble-t-il).

Le retour de Donald Trump et ses répercussions

L'élection de Donald Trump en 2024 a définitivement introduit de nouvelles dynamiques dans le conflit. Sa politique étrangère, axée sur les négociations et les intérêts américains, a déjà eu un impact significatif sur

les calculs stratégiques de Zelensky et un accord est dorénavant en ligne de mire :

D'une part, **Trump a exprimé son intention de mettre fin rapidement au conflit, se positionnant comme un médiateur potentiel**. Cette approche a exercé une pression accrue sur Zelensky pour qu'il envisage des discussions, compte tenu de la dépendance de l'Ukraine à l'aide américaine. **Une semaine après l'investiture de Trump, Zelensky était sommé de négocier** (un discours difficilement envisageable vis-à-vis de Poutine). Et plus récemment, **c'est l'accord sur les minerais qui a été annoncé**, alors qu'il porte clairement la patte Trump.

L'administration Trump a à de nombreuses reprises laissées entendre que le soutien militaire américain pourrait être conditionné à la volonté de Kiev d'entamer des pourparlers. Pour Volodymyr Zelensky, il est difficile de continuer efficacement le combat sans l'aide américaine. Cette position américaine l'oblige à ouvrir la voie à des négociations.

La **volonté de Trump de dialoguer uniquement avec Poutine, tout en ne prenant pas forcément en compte les préoccupations sécuritaires de l'Ukraine, a envoyé des signaux alarmants**. Zelensky anticipe la possibilité d'un rapprochement américano-russe pouvant marginaliser l'Ukraine. En quelques sortes, Trump s'adjuge le droit de décider unilatéralement de l'avenir de l'Ukraine, sans que le premier concerné ne soit présent à la table des négociations. Ainsi, **Donald Trump pourrait s'entendre sur le dos des européens avec Vladimir Poutine sans les consulter, un peu comme Roosevelt et Staline à Yalta**.

Les facteurs du changement de position de Zelensky

Plusieurs éléments ont contribué à ce revirement stratégique :

Considérations militaires :

Malgré des combats acharnés, des pertes russes très importantes et un héroïsme remarqué des soldats de Kiev, **ni l'Ukraine ni la Russie n'ont obtenu de victoire décisive dans cette guerre. L'épuisement des ressources humaines et matérielles a renforcé l'idée qu'une solution purement militaire était irréaliste à court terme.** Devant cet impasse, Zelensky n'a d'autre choix que de céder.

La **capacité de Moscou à maintenir sa campagne militaire, malgré les sanctions et les pertes, a poussé Kiev à réévaluer ses options.** En effet, alors que l'on pouvait que la Russie pouvait rencontrer des difficultés avec son économie en surchauffe ou le départ de ses forces vives. Cependant, l'armée russe a continué et il faudrait une véritable catastrophe pour qu'elle renonce à ses objectifs de guerre. Ce contexte conduit le président Zelensky à étudier d'autres options que les solutions militaires.

Pressions internationales :

La **posture de Trump a clairement orienté les priorités de Kiev vers un engagement diplomatique.** Les conditions offertes par Kiev par le biais de l'accord sur les minerais, ne devrait pas contenter complètement Trump, qui veut la fin des combats quoi qu'il en coûte afin de poursuivre des objectifs qui ne relèvent pas uniquement de la dimension économique. Ainsi, des considérations diplomatiques permettant un rapprochement avec la Russie de Vladimir Poutine pour l'éloigner de son allié chinois, rentrent en compte pour le nouveau locataire de la Maison Blanche.

Les **perturbations économiques, les défis énergétiques et les craintes d'escalade ont intensifié les appels européens à un règlement négocié.** En effet, les opinions publiques ne semblent pas prêtes à intensifier leur effort en faveur de l'Ukraine, épuisées par trois années de conflit et ses conséquences. De plus, les Européens ne sont pas en mesure de se substituer aux Américains en matière d'aide militaire.

Facteurs économiques :

La **guerre a lourdement pesé sur l'économie ukrainienne, aggravant les dettes et paralysant les investissements**. La nécessité de stabiliser l'économie a rendu la paix plus attrayante, surtout que dans l'état actuel des choses, l'Ukraine ne serait pas en mesure de financer son effort de guerre (et encore moins la reconstruction). Cette situation conduit Kiev à une certaine prudence parce qu'elle est dépendante de ses soutiens et bienfaiteurs internationaux en particulier les États-Unis pour les volets militaires et économiques.

Pressions internes :

Le **report des élections, qui devaient se tenir en mars 2024, a suscité des critiques croissantes, alimentant les accusations d'affaiblissement démocratique voire de dictature**. La contestation de Volodymyr Zelensky croît en Ukraine, alors qu'il a envoyé son principal rival Zaloujny, ancien chef d'état-major de l'armée, à Londres comme ambassadeur. On peut observer que l'état de grâce s'est refermé alors qu'au début du conflit, une unité nationale autour du chef de guerre existait de manière très importante. Les critiques au Parlement se font de plus en plus entendre et il est difficile de penser que la loi martiale puisse se maintenir dans le temps.

L'épuisement collectif face à une guerre interminable a renforcé les appels à la paix au sein de la société civile. Cela explique les désertions et le mécontentement de l'opinion publique concernant cette guerre et Zelensky. Sur ce point, les Russes ont très bien joué leur partition en sapant le moral de la population avec la mise à mal de ses installations vitales.

La vision de la paix selon Zelensky

Zelensky a esquissé une feuille de route ambitieuse pour une paix durable, axée sur plusieurs principes fondamentaux, même si son plan n'apparaît pas comme le probable à la lumière des derniers événements :

Négociations de paix :

Zelensky veut que des négociations en bonne et due forme soient organisées, mais surtout il veut que l'Ukraine soit représentée dans celles-ci. Pour lui, il est impensable que l'Ukraine soit exclue de discussions sur son avenir. Le fait que nous nous dirigeons vers cette configuration n'a rien pour le contenter.

Rétablissement de la souveraineté :

La **restitution de tous les territoires occupés, y compris la Crimée, reste au cœur de sa stratégie.** Même s'il a depuis longtemps mis de l'eau dans son vin et **se dit prêt à des cessions** (qu'il voit comme temporaires) si d'autres conditions sont réunies, notamment portant sur des garanties de sécurité.

Garanties sécuritaires :

Des **engagements solides de la part de l'OTAN ou d'une coalition occidentale sont jugés indispensables pour prévenir de nouvelles agressions.** L'intégration de l'Ukraine dans l'OTAN figure parmi ses priorités stratégiques. Cette condition étant hors de portée et balayée du bras par Américains et Russes, il devrait se reporter sur l'adhésion à l'UE, que les deux puissances semble consentir à lui accorder (mais est-ce que ce sera seulement possible).

Ce **point est l'un des plus fondamental de la stratégie de négociation de Volodymyr Zelensky.** En effet, son analyse est la suivante : à chaque fois qu'il y a eu un accord entre l'Ukraine et la Russie, rien n'a empêché Vladimir Poutine de piétiner l'accord puisqu'il n'existait pas de réelle garantie sécuritaire pour le bloquer dans son entreprise. Il s'agit ainsi du développement de cet argumentaire qui a conduit à des tensions exacerbées lorsque le président ukrainien est venu le vendredi 28 février dernier à Washington pour conclure un accord avec Donald Trump.

Justice et responsabilité :

Zelensky insiste sur la nécessité de traduire en justice les responsables des crimes de guerre et de demander des réparations. Rien n'indique que sur ce point Trump soit en mesure (ou veuille) de lui offrir des garanties, au regard de la volonté du président américain de ménager Vladimir Poutine.

Reconstruction économique :

Il envisage un vaste plan international pour reconstruire le pays, soutenu par des partenaires occidentaux. L'accord sur les minerais, qui n'est que la première partie de l'accord, semble accorder une grande place aux États-Unis (voir la guerre continuer n'est pas imaginable, mais gagner un peu d'argent est possible).

Médiation internationale :

Les Américains s'étant sorti du jeu, ce sont les Européens qui seront chargés de la sécurisation. En ce qui concerne la médiation, on ne pense pas qu'elle soit d'actualité (les Américains ayant exclu l'Ukraine des négociations, il serait plus véridique de parler d'intermédiaire).

Les défis et les risques d'une telle vision

Malgré son ambition, cette vision se heurte à de nombreux obstacles :

L'intransigeance russe : Moscou rejette catégoriquement les conditions ukrainiennes, rendant les pourparlers difficiles.

Unité occidentale fragile : Les divergences entre alliés occidentaux pourraient compromettre une réponse cohérente.

Opposition interne : Les factions nationalistes et les vétérans restent hostiles à tout compromis.

Réalisme économique : La reconstruction nécessitera des ressources considérables et un soutien international soutenu.

Défis sécuritaires : Obtenir des garanties robustes sans provoquer de nouvelles tensions avec Moscou s'annonce complexe.

Dynamique des négociations : Dialoguer avec un Kremlin inflexible pourrait affaiblir la position de Kiev. Cette option n'est pas à ignorer par Trump, qui veut être vu comme un président pacificateur et non un président qui se montre faible face à Poutine (ce qui pourrait altérer dramatiquement son image face à son électorat).

Le **changement de position de Volodymyr Zelensky sur les négociations de paix reflète une réponse pragmatique à des défis multiples**. Bien que sa vision soit ambitieuse, elle repose sur une combinaison délicate de diplomatie, de soutien international et de résilience nationale. Que ces efforts aboutissent à une résolution durable ou intensifient les complexités du conflit demeure incertain. Toutefois, sa volonté de dialoguer marque une étape cruciale dans la quête de la paix en Ukraine.

Le tournant de février 2025 :

Le **4 février 2025, Volodymyr Zelensky a fait une déclaration qui pourrait bien marquer un tournant décisif dans la guerre en Ukraine**. Lors d'une interview avec le journaliste britannique Piers Morgan, **Zelensky s'est dit prêt, pour la première fois, à engager des négociations directes avec le président russe Vladimir Poutine**, à condition que les États-Unis et les nations européennes participent également aux discussions. Ce revirement, par rapport à sa position précédente exigeant un retrait total des troupes russes comme prérequis aux négociations, soulève des questions essentielles sur l'évolution de la stratégie ukrainienne.

En tout état de cause, ces déclarations, même si elles semblaient montrer la volonté de Zelensky de s'ouvrir et de se montrer collaboratif, ne pèseront pas lourd. En effet, à **l'approche des négociations. Zelensky se retrouve dans une position précaire**, et ne peut que faire des concessions à Trump pour exister.

Les réactions internationales et les implications à long terme

Sans surprise, **la Russie a réagi avec scepticisme à la déclaration de Volodymyr Zelensky**. Le **Kremlin refuse de reconnaître Zelensky comme un interlocuteur légitime**, arguant du fait qu'il n'a pas organisé d'élections en 2024. Pourtant, Moscou a entamé des discussions avec les États-Unis à ce sujet, affichant son refus non pas d'éviter toute négociation, mais de négocier avec Zelensky.

Le **coût de la guerre, tant sur le plan économique que politique, devient un fardeau grandissant pour Poutine**. Des fuites en provenance des cercles du pouvoir indiquent que **les élites russes s'inquiètent de la viabilité d'un conflit qui s'éternise**, alors même que les sanctions occidentales asphyxient le secteur technologique militaire russe. De plus, **l'économie russe, qui s'est fait remarquer par sa résilience, est proche de la surchauffe**, et **le fond souverain russe, qui a servi à limiter le déficit budgétaire, est presque vide**. Cela fait penser que Poutine doit chercher à négocier au plus vite.

Sur le plan international, cette évolution pourrait modifier la perception du conflit. Si des négociations venaient à aboutir et déboucher sur quelque chose de viable, cela signifierait que les deux camps reconnaissent enfin les limites d'une issue strictement militaire (l'Ukraine, qui devrait signer l'accord plus ou moins volontairement, devrait aussi y convenir). De plus, **les États-Unis comptent y inclure la sécurisation par les Européens (eux aussi exclus des négociations) ce qui pourrait façonner un règlement post-conflit qui serait vu comme une base de la nouvelle organisation géopolitique de l'Europe et du monde**.

La réaction de Volodymyr Zelensky aux déclarations de Donald Trump et son administration en février 2025

Trump et le rapprochement avec Poutine : un tournant diplomatique ?

Après sa discussion téléphonique avec le Président russe, conversation qualifiée de très productive, **Donald Trump a voulu ouvrir des négociations**

immédiates afin de mettre un terme aux hostilités en Ukraine. Or, fait frappant, Kiev n'avait été ni informée ni associée à ces discussions. Cette mise à l'écart a immédiatement suscité une vive inquiétude à Kiev et dans les capitales européennes. **Depuis le début du conflit, la diplomatie ukrainienne s'était construite autour d'un principe fondamental : « rien sur l'Ukraine sans l'Ukraine ».** Face à ce coup de théâtre diplomatique, Volodymyr Zelensky a réagi avec fermeté dans un discours à la nation : *« Aucun accord sur l'avenir de l'Ukraine ne peut être négocié sans la participation de l'Ukraine. Nous avons combattu pour notre terre, pour notre peuple, pour notre souveraineté. L'avenir de notre nation nous appartient, et à personne d'autre. »*

Cet **épisode survenait alors que la situation militaire stagnait et que l'aide militaire occidentale – jusqu'alors un pilier de la résistance ukrainienne – devenait de plus en plus incertaine.** Dans ce contexte plus que difficile pour l'Ukraine, les déclarations de Trump laissaient planer le doute sur une volonté américaine de forcer Kiev à accepter un compromis territorial en échange d'un cessez-le-feu.

Le changement de ton de Pete Hegseth : la fin d'un soutien militaire inconditionnel ?

Ajoutant à l'ambiguïté américaine, **le secrétaire à la Défense Pete Hegseth a pris la parole lors d'un sommet de l'OTAN, affirmant que l'Ukraine devait « revoir ses ambitions à la baisse ».** Selon lui, la reconquête totale des territoires occupés par la Russie depuis 2014 serait « irréaliste », et une solution négociée devait être envisagée.

Cette **déclaration a provoqué une onde de choc à Kiev. Depuis le début de la guerre, la doctrine ukrainienne était claire : la restauration de ses frontières internationalement reconnues,** les frontières de 1991, reconnues par la Russie en 1994, restait une priorité non négociable. En affirmant que l'Ukraine devait revoir ses objectifs à la baisse, Pete Hegseth remettait en question l'engagement américain à soutenir pleinement cette ambition.

Cette prise de position s'explique par l'opinion de certains responsables républicains. Ils **considèrent le soutien militaire à l'Ukraine comme un fardeau économique excessif pour les contribuables américains**. Depuis 2024, on observait une diminution des livraisons d'armes, et la future administration Trump plaidait déjà pour que les Européens prennent davantage en charge l'effort de défense ukrainien.

En réponse, **Volodymyr Zelensky a immédiatement réaffirmé que l'Ukraine n'accepterait aucune concession territoriale**. Lors d'une conférence de presse conjointe avec le président polonais Donald Tusk, il a déclaré avec la verve qu'on lui connaît : *« L'Ukraine ne négocie pas en position de faiblesse. Nous avons trop sacrifié, nous avons trop combattu, nous avons perdu trop de vies pour accepter que notre territoire demeure sous occupation. Notre souveraineté ne se marchande pas. »*

JD Vance et le pivot stratégique américain vers l'Asie

Le **tournant américain s'est encore précisé lorsque le vice-président JD Vance a pris la parole lors de la Conférence de Munich sur la Sécurité**. Connu pour son scepticisme quant à l'engagement prolongé des États-Unis en Ukraine, Vance a déclaré : **« L'Europe doit assumer la responsabilité de sa propre sécurité. Les États-Unis ont des engagements globaux, et bien que nous soutenions nos alliés, nous ne pouvons porter seuls ce fardeau indéfiniment. »** Ces propos faisaient écho aux interrogations croissantes à Washington sur l'intérêt stratégique à poursuivre un engagement massif en Ukraine. Donald Trump laissait déjà entendre que l'avenir de l'Europe relevait davantage des Européens eux-mêmes.

Zelensky a immédiatement réagi en appelant à la création d'une force militaire européenne autonome. Dans un discours au Parlement européen, il a lancé : *« Si nous ne pouvons plus compter sur d'autres, nous devons compter sur nous-mêmes. La sécurité de l'Europe doit être assurée par les Européens. Il est temps de bâtir une défense européenne capable de dissuader toute agression. »*

L'INCONNUE POUTINE

Alors que le conflit va entrer dans sa quatrième année, **la perspective d'une résolution durable semble probable**. Mais la solution repose dans la volonté d'un seul homme qui ne semble pas encore convaincu par la nécessité de négociations : Vladimir Poutine. **Son rôle n'est pas simplement central, il est déterminant**. Toute **chance de résoudre ce conflit repose sur sa décision, ou son refus, de négocier**.

Les premières positions de Poutine sur les négociations de paix

Lorsque les troupes russes ont franchi les frontières ukrainiennes en février 2022, il semblait bien, si nous décidions de nous pencher sur les principes de Poutine, que **les intentions de Moscou allaient bien au-delà des récits simplistes de « dénazification » ou de « libération des russophones persécutés »**. Cette **guerre était l'aboutissement de l'animosité de longue date de Poutine contre l'Occident et de ses ambitions de restaurer le statut de grande puissance de la Russie**. Dès le départ, ses conditions pour la paix reflétaient cette vision géopolitique ambitieuse et inflexible.

Des exigences initiales révélatrices de la vision du monde de Poutine

Dans **les premières semaines du conflit, le Kremlin a exposé ses conditions pour la paix** : l'Ukraine devait reconnaître la Crimée comme partie intégrante de la Russie, accepter l'indépendance des régions de Donetsk et Louhansk, et inscrire sa neutralité dans sa Constitution en renonçant à l'adhésion à l'OTAN. Ces **exigences n'étaient pas de simples positions de négociation, mais plutôt l'expression d'une vision du monde profondément ancrée, où l'Ukraine est perçue comme une extension historique et culturelle de la Russie**.

La **rhétorique de Poutine repose sur un mélange de nostalgie soviétique, dont la chute est pour lui la pire catastrophe géopolitique du 20ème siècle**, et de révisionnisme impérialiste. Il voit la souveraineté de l'Ukraine

comme une aberration historique, comme il l'a décrit dans un texte en 2021, une sorte de construction artificielle imposée par l'Occident pour affaiblir la Russie. Il **croit fermement qu'il est nécessaire de réunifier la Russie, la Russie Blanche (Biélorussie) et la Petite Russie (Ukraine) pour restaurer la grandeur russe passée**. Cette perspective a façonné ses demandes initiales et consolidé son intransigeance.

Les pourparlers d'Istanbul : Une opportunité manquée

Le **seul moment où des négociations sérieuses ont semblé possibles a eu lieu en mars 2022, lors de pourparlers à Istanbul**. Sous une pression militaire intense, **l'Ukraine avait proposé un accord impliquant sa neutralité, soutenue par des garanties de sécurité fournies par des puissances occidentales**. Mais **l'insistance de Moscou à reconnaître les territoires occupés comme faisant partie intégrante de la Russie, a annihilé tout espoir de progrès**. Selon des témoins des négociations, les émissaires de Poutine se sont montrés inflexibles, reflétant la conviction de leur chef que le temps et la force finiraient par faire plier l'Ukraine. Du côté ukrainien, les Occidentaux notamment par l'intermédiaire de l'ancien Premier ministre britannique Boris Johnson ont également poussé à ne rien accepter et continuer les combats.

Une stratégie évolutive, mais des objectifs immuables

Au fil des mois, bien que **la Russie ait dû adapter ses objectifs militaires en raison des revers subis sur le terrain, ses revendications sont restées inchangées**. Par exemple, après la retraite russe de Kherson à l'automne 2022, au lieu d'adopter une posture plus conciliante, Poutine a redoublé de rhétorique belliqueuse. En 2023, **il a présenté le conflit non plus comme une simple guerre contre l'Ukraine, mais comme une bataille idéologique contre l'Occident, accusé de menacer la survie de la Russie**.

La position actuelle de Poutine : Pas de paix sans victoire

En 2025, **la Russie contrôle toujours d'importantes portions du territoire ukrainien, et le Kremlin présente ces gains comme irréversibles.** Cette perception de supériorité stratégique renforce le refus de Poutine d'engager des négociations substantielles. De plus, les prises ukrainiennes à Kursk, sorte de verrue pour la Russie, ne peuvent pas être impunies pour Poutine. Elles pourraient servir de monnaie d'échange, ce qui est impossible pour le maître du Kremlin qui compte les récupérer rapidement.

Une position de force

Dans **l'esprit de Poutine, prolonger le conflit sert les intérêts russes.** Il **mise sur l'affaiblissement progressif de l'unité occidentale,** sous la pression des crises économiques, des divisions politiques et d'une lassitude croissante face à l'Ukraine. Un haut responsable russe aurait confié à un médiateur européen fin 2024 : « Nous pouvons tous les dépasser en endurance. Le temps joue pour nous. » Cette **confiance est renforcée par l'adaptation économique de la Russie aux sanctions et par ses liens renforcés avec la Chine, l'Inde et d'autres partenaires non occidentaux.** En effet, les sanctions occidentales n'ont pas parfaitement fonctionné au point de « mettre l'économie russe à genoux ». Ainsi, la Russie résiste, profitant du passage en économie de guerre.

Sur le front, **la Russie est en position de force et continue d'avancer, certes à forts coûts, mais avancer constamment.** Cet équilibre explique pourquoi Poutine ne veut pas négocier si les termes lui sont défavorables ou s'il pense pouvoir obtenir d'avantage. Il est en position de force et sait qu'il pourrait gagner davantage en continuant l'effort. Or, **pour le pousser à la négociation, il faudrait que continuer les combats lui coutent plus cher que ce que cela pourrait lui rapporter.** Cette réalité explique son rejet de toute forme de négociation qui pourrait lui être défavorable. Il ne ressent pas une pression particulière à agir, et avec une économie intérieure tournée sur l'effort de guerre, il n'a aucun intérêt à le faire.

Une posture dictée par des enjeux domestiques

En Russie, **la posture inflexible de Poutine est étroitement liée à sa survie politique**. Toute **concession en Ukraine jugée trop favorable à Kiev pourrait être perçue comme une trahison des sacrifices consentis par le pays et minerait l'image soigneusement construite d'un chef fort et inflexible**. La légitimité de Poutine repose désormais sur sa capacité à tenir ses promesses : restaurer la grandeur de la Russie à tout prix et défendre les intérêts de toutes les populations russophones, pas seulement en Russie. Tout compromis déséquilibré risquerait de fragiliser son pouvoir et d'encourager des contestations internes.

Il ne faut pas oublier que **le pouvoir de Poutine est autocratique et que ce dernier doit laisser transparaître une image de force pour se maintenir au pouvoir**. Son autorité a déjà été brièvement remis en cause lors de la rébellion de Prigogine en 2023, qui a mené à des purges à des positions plus radicales et dures tant la figure de Poutine était remise en question. **Toute négociation forcée ou signe de faiblesse, avec un accord jugé défavorable à la Russie par exemple, pourrait jouer contre Poutine**. Pour garder la face, Poutine ne peut se permettre de négocier facilement, sans opposer de résistance (surtout que la question de Koursk reste problématique et peut être interprété comme de la faiblesse par certains, alors qu'il est hors de question de l'échanger contre d'autres régions en Ukraine). Cela explique pourquoi **Poutine ne veut pas négocier aussi facilement, il ne veut pas se faire imposer une narration qui le desservirait**, et devrait chercher à obtenir des gages concrets de la part de Trump avant de céder...

Le facteur Trump : Une nouvelle dynamique en 2025 ?

Le **retour de Donald Trump à la présidence des États-Unis en janvier 2025 a introduit une nouvelle dynamique dans la crise ukrainienne** alors qu'il a poussé à des discussions (desquelles l'Ukraine est exclue). Donald Trump, connu pour son scepticisme envers l'OTAN et une approche transactionnelle

des relations internationales, semble raviver l'espoir de Poutine d'un environnement diplomatique plus favorable.

Les calculs de Poutine

Poutine a exprimé en 2025 sa volonté de discuter directement avec Trump, le décrivant comme un leader qui « comprend la complexité de l'ordre mondial », faisant un pas dans le sens du 47ème président américain. Cela contraste avec son mépris pour les dirigeants européens, qu'il considère comme des « subordonnés » de Washington. Les relations passées entre les deux hommes, notamment les controverses sur la politique de Trump envers la Russie, renforcent l'idée que Poutine voit en lui un interlocuteur plus pragmatique.

Il faut noter que **Poutine ne veut que négocier avec Trump, il exprime ainsi son mépris pour les autres dirigeants occidentaux, mais montre aussi que dans son esprit, Volodymyr Zelensky n'a pas mot au chapitre.** Cette vision confirme son idée d'un retour des empires, la Russie en étant un au même titre que les États-Unis, et qu'il considère que seule la force a sa place dans ces discussions, qui pourraient découler sur une nouvelle ère des relations internationales. Cette réorganisation, voulue par Poutine de longue date, est aussi conforme aux volontés de Trump.

Pourquoi Poutine a toujours refusé de négocier dans l'état

Pour **comprendre le refus de Poutine de négocier jusqu'à maintenant il faut examiner ses objectifs**, à la fois stratégiques et personnels :

Poutine considère l'Ukraine comme un élément central de sa vision d'un monde multipolaire où la Russie retrouve son statut de grande puissance et redevient maître de son aire d'influence. Toute solution laissant l'Ukraine sous influence occidentale et encore souveraine est inacceptable pour lui.

Les régions occupées ne sont pas seulement des symboles de victoire et de la réussite de ses objectifs initiaux, mais **ils représentent aussi des atouts**

économiques et stratégiques majeurs pour Poutine. Le Donbass, riche en ressources industrielles et naturelles, et la Crimée, avec son accès à la mer Noire, sont des points non négociables pour lui. Il n'acceptera jamais de devoir les céder de son plein gré.

La **rhétorique de défense de la Russie** contre une prétendue agression occidentale menaçante est devenue **une pierre angulaire du régime de Poutine**. Renoncer à cette narrative saperait les fondements mêmes de son pouvoir et marquerait un renoncement.

Des **décennies d'expansion de l'OTAN et de ce que Poutine perçoit comme des trahisons occidentales** ont profondément ancré une méfiance envers toute promesse de compromis. Les adhésions de la Suède et de la Finlande à l'Alliance a pu l'énervier car elles participaient à faire de la mer Baltique un lac otanien, un crime pour lui au vu de l'histoire de la Grande Russie.

Ce qui pourrait amener Poutine à la table des négociations

Faire venir Poutine à la table des négociations a nécessité bien plus qu'une approche nuancée, **prenant en compte à la fois ses calculs stratégiques et le contexte géopolitique global**. Il fut nécessaire de lui signifier que les logiques en place ont pu évoluer et que désormais, un homme fort, en la personne de Donald Trump, allait mener la danse. Cela incluait également :

Offrir des garanties crédibles et applicables, soutenues par un mécanisme international, pourrait répondre à ses préoccupations. Il ne voulait pas donner son accord à une Ukraine, même tronquée de ses territoires de l'Est, qui serait sous influence occidentale. **Une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN est pour lui inacceptable.** Jugée faible et incapable d'assurer la sécurité de l'Ukraine, l'Union européenne n'est pas vue comme une menace et il semblerait qu'il ne soit pas opposé à l'adhésion de l'Ukraine à celle-ci.

Un **allègement progressif des sanctions, conditionné à des étapes concrètes vers la paix, pourrait représenter une incitation forte**. En effet, malgré la résilience de l'économie russe jusqu'à maintenant, avec une économie de guerre et un fond souverain qui a servi à combler le déficit budgétaire abyssal, le scénario semble s'assombrir. En effet, l'inflation en Russie est forte, avec un Rouble très faible et des taux d'intérêt à 21%, ce qui étouffe la population. L'économie de guerre ne semble pas viable sur le long terme, ce qui met l'économie en surchauffe. **Poutine pourrait voir d'un bon œil la réintégration dans les échanges mondiaux et la fin de la mise au ban de la Russie de l'économie mondiale.**

Des **solutions créatives, comme l'administration internationale ou l'autonomie progressive des territoires contestés**, pourraient offrir une voie médiane. Ainsi, des **idées comme la finlandisation ou la fédéralisation de l'Ukraine, pourraient plaire au maître du Kremlin**. Elles offriraient des alternatives acceptables pour Poutine, tout en laissant à l'Ukraine l'illusion de souveraineté.

Proposer à la Russie un chemin pour **retrouver une partie de son statut perdu dans les institutions internationales** pourrait encourager la coopération. Dans cette optique, il est donc compréhensible que Donald Trump pense à offrir à Poutine la réintégration de la Russie dans le G7 (qui redeviendrait G8).

Les **récentes velléités d'annexion du Groenland ou du Canada par Trump pourraient lui permettre d'accroître son influence en Arctique et ainsi d'offrir plus à Poutine**. Ce dernier, a depuis longtemps des prétentions sur l'Arctique et ses ressources naturelles, **une zone où il est extrêmement présent mais où l'équilibre est précaire**, en ayant plus de présence dans la zone, Trump pourrait lui offrir ce qu'il recherche. On peut penser au retour des **investissements américains pour permettre l'exploitation des ressources du Nord russe, par exemple le gisement de Yamal**. De plus, en **contrôlant le Groenland, les Américains auront leur mot à dire sur le**

passage des navires et sous-marins russes en Océan Atlantique, ce qui est vital et permettrait de faire pression sur Poutine.

La **guerre en Ukraine illustre le rôle central de Vladimir Poutine comme initiateur et obstacle**. Ses objectifs, sa vision et ses calculs stratégiques façonnent chaque aspect du conflit, depuis son origine jusqu'à l'impasse récente. Bien que des facteurs externes, comme le retour de Donald Trump, ont pu influencer la dynamique, le chemin vers la paix passe inévitablement par le Kremlin.

La réaction de Vladimir Poutine après les événements de février 2025

Le **12 février 2025**, le président Donald Trump a annoncé avoir eu une **conversation téléphonique de 90 minutes avec Vladimir Poutine**. Lors de cet échange, **Trump a proposé des négociations directes entre les États-Unis et la Russie pour mettre fin au conflit en Ukraine, excluant ainsi Kiev et les alliés européens**. Cette initiative a été perçue comme un changement majeur dans la politique américaine, suscitant des inquiétudes en Europe et en Ukraine quant à une possible marginalisation de leurs intérêts dans le processus de paix.

Poutine a quant à lui très bien accueilli ces déclarations, considérant qu'elles allaient dans le bon sens, et alors que cela correspond à sa vision des choses. Dimitri Peskov, le porte-parole du Kremlin a salué ce développement, affirmant que la Russie était prête à collaborer et à aider à trouver une issue à la guerre. Pour autant, il a insisté sur la nécessité de comprendre les causes profondes de cette guerre, sans s'arrêter à des considérations simplistes.

Le **18 février 2025, le secrétaire d'État américain Marco Rubio et le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov se sont rencontrés à Riyad**, en Arabie saoudite. Cette réunion, première rencontre officielle entre des dignitaires des 2 pays depuis le début de la guerre, a marqué un tournant dans ce conflit et peut conduire à une résolution rapide du conflit.

Les **objectifs principaux de ces pourparlers étaient d'explorer des voies pour mettre fin à la guerre en Ukraine** après quasiment 3 ans de guerre et **d'envisager une normalisation des relations diplomatiques entre les États-Unis et la Russie**. Les deux parties ont convenu de mettre en place une équipe composé de plusieurs conseillers respectés et diplomates pour soutenir les négociations visant à la fin du conflit. Ils ont discuté également de potentielles collaborations économiques, sous réserve d'une résolution pacifique du conflit bien évidemment. Les différents partis évoquent leurs opportunités respectives, et ce qu'ils peuvent obtenir ou donner à l'autre afin de faciliter la résolution.

Pourtant, **l'exclusion des représentants ukrainiens et européens de ces discussions a suscité des interrogations et généré des inquiétudes** quant à la légitimité et aux éventuelles conséquences de ces négociations. En effet, c'est bien la sécurité de l'Ukraine et de l'Europe qui est en jeu ainsi, rendant problématique l'absence des principaux concernés. Nous avons l'impression d'avoir changé d'ère géopolitique, et être revenus à la conférence de Yalta, quand l'avenir du continent s'est décidé sans les Européens...

Volodymyr Zelensky et les politiques européens ont critiqué ces négociations, **affirmant qu'une paix durable et juste ne pouvait être achevée sans les Européens**. Pour autant, les différents plaignants ont eu le temps de mettre de l'eau dans leur vin, alors que l'Ukraine a accepté l'accord sur les minerais, première étape des négociations, et que les Européens (Macron le 25 et Starmer le 27 février) se sont rendus à Washington, acceptant plus ou moins tacitement l'ordre des choses.

L'accord annoncé entre l'Ukraine et les États-Unis sur les minerais pourrait être la première étape de la résolution de la guerre. En effet, les Américains auront plus de matière à ramener sur la table des négociations pour faire avancer les discussions. Pour autant, la Russie a démenti la tenue de ce deuxième cycle de discussion, ce qui semble conforme à sa posture depuis longtemps (nous voulons négocier, mais ne voulons pas nous montrer désespérés).

Objectifs stratégiques de la Russie

L'enthousiasme modéré de Poutine pour des négociations directes avec les États-Unis **s'inscrit dans une stratégie plus large visant à redéfinir l'ordre mondial à l'avantage de la Russie**. De plus, il ne compte pas se faire imposer la paix et **cherche à obtenir une résolution qui lui paraîtrait acceptable et juste**. Depuis le début du conflit en Ukraine, Moscou a cherché à affaiblir l'influence occidentale dans la région et **à réaffirmer sa sphère d'influence**.

Les objectifs spécifiques de la Russie incluent :

Contrôle territorial et reconnaissance internationale : Le contrôle de toutes les régions possédées par les russes doit être reconnu par la communauté internationale et inclut dans l'accord de paix (cela inclut la Crimée bien évidemment, région dont la souveraineté russe n'est pas reconnue par la communauté internationale depuis 2014). La Russie ne doit pas être **reconnu comme un état terroriste et le contrôle des territoires doit être reconnu**, sans qu'il n'existe la possibilité pour l'Ukraine de remettre cela en cause.

Neutralisation de l'Ukraine : Empêcher l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et peut être à l'Union européenne, tout en garantissant son statut de pays neutre et la vassalisation de l'Ukraine. Ce point, non négociable pour Poutine sera au cœur des discussions à n'en pas douter. À cela s'ajoute la question de la protection de l'Ukraine, qui ne doit pas être assurée par les Américains ou l'OTAN. Il est d'accord pour que celle-ci soit assurée par les Européens, sachant qu'ils ne doivent pas se montrer menaçant face à la Russie. Cela va dans le sens d'une réduction de la présence occidentale et surtout américaine en Europe de l'Est.

Des négociations prolongées : Poutine veut avant tout un **accord global, qui porterait sur d'avantage que l'arrêt des combats et la guerre** (ainsi la question des préoccupations sécuritaires russes ou la future adhésion de l'Ukraine à l'OTAN ou l'UE doivent être prises en compte). Poutine veut

s'assurer -que les intérêts russes soient défendus et préservés sur le long terme.

En **engageant des pourparlers directs avec Washington, Poutine espère atteindre ces objectifs sans l'interférence des alliés européens** ou de Zelensky, qu'il considère comme moins enclins à faire des concessions et surtout comme étant en position de faiblesse.

Implications pour l'ordre mondial

La perspective de négociations bilatérales entre les États-Unis et la Russie, excluant l'Ukraine et l'Europe, **aura des conséquences profondes sur l'ordre mondial, de la même manière que la conférence de Yalta avait eu un impact fort sur l'organisation internationale post Seconde Guerre mondiale.** Une telle démarche **pourrait affaiblir les alliances transatlantiques et remettre en question le rôle des institutions multilatérales dans la résolution des conflits internationaux**, alors que le bilatéralisme et le caractère mercantile seront privilégiés. De plus, cela pourrait **encourager d'autres puissances à adopter des stratégies similaires pour atteindre leurs objectifs géopolitiques**, en contournant les mécanismes diplomatiques établis.

Bousculer l'Ordre Mondial a toujours été une volonté de Poutine, une ambition renforcée avec la guerre. Trump en est conscient, et ne veut pas subir ce changement mais plutôt l'accompagner et s'assurer que les États-Unis en soient acteurs ainsi que potentiellement bénéficiaires plutôt que spectateur et éventuellement perdant de ce bouleversement mondial. Seule l'Europe semble se précipiter sur la voie de la passivité et risque de devenir spectatrice de sa propre histoire.

LES OPTIONS DE RESOLUTION PROBABLES

Avec les récentes discussions entre les États-Unis et la Russie en Arabie Saoudite, nous nous rapprochons d'un accord négocié entre les deux géants. Aura-t-on droit à une paix ou à un cessez-le-feu que l'on fait passer pour un accord de paix ? Là est bien la question.

Comme rappelé prudemment, **Russes et Américains se sont retrouvés à Riyad, en Arabie Saoudite, pour commencer à discuter et esquisser un accord global**. En effet, la question de la fin des affrontements n'est pas la seule abordée, alors qu'il est surtout **question de l'avenir, des préoccupations sécuritaires de la Russie, de l'économie, de l'amélioration des relations bilatérales entre les deux pays**. En d'autres termes, il n'est plus question d'isoler la Russie, mais plutôt d'en **faire un partenaire privilégié**.

Les **Européens et les Ukrainiens n'ont pas été conviés aux discussions**. L'Ukraine n'a finalement pas son mot à dire, alors qu'un accord important sur l'exploitation de ses minerais doit être signé à Washington. Alors que l'Ukraine possède des ressources minérales chiffrées à plus de 14000 milliards de dollars, une partie de ces ressources encore non exploitées se trouvent dans le territoire contrôlé par la Russie. Il est possible qu'un accord similaire est en préparation avec la Russie, pour obtenir des concessions équivalentes, alors que Vladimir Poutine s'est dit ouvert le 24 février 2025 à des investissements américains dans les minerais dans les territoires occupés par la Russie². Outre ces considérations, l'accord va être plus global, et il pourrait révolutionner la sécurité européenne et la géopolitique.

² <https://www.lefigaro.fr/international/vladimir-poutine-se-dit-favorable-a-des-investissements-americains-dans-les-minerais-des-territoires-occupes-d-ukraine-20250224>

Brièvement, cet accord devrait porter sur :

Le rétablissement des relations diplomatiques entre Russie et États-Unis : ils travailleront ensemble à une normalisation diplomatique, avec la réouverture d'ambassades ou la restauration de la communication entre les deux pays. Cela incluerait aussi la reconnaissance de la souveraineté russe des territoires annexés ainsi que sa réintégration dans le concert des nations.

Coopération économique entre les deux pays : cela passera par sa réintégration dans les échanges mondiaux et le commerce international. On verra donc la reprise d'investissement américains dans l'exploitation des ressources russes ce qui pourrait être bénéfique pour l'économie russe, d'autant que cela ne les mettrait plus uniquement en situation de dépendance à l'égard de la Chine. La **question de la reconstruction et l'économie de l'Ukraine était aussi un sujet de conversation à Riyad**. De cela a découlé un **accord économique préliminaire entre Américains et Ukrainiens, portant sur la création d'un fonds d'investissement commun visant la reconstruction du pays**. Il serait géré conjointement, et 50% des revenus issus de l'exploitation des minerais irait aux États-Unis. Le but était d'assurer un engagement américain sur le long terme.

À côté de cela, **aucune garantie de sécurité américaine** n'est prévue dans l'accord sur les minerais. Le volet sécuritaire n'ayant pas été incluse, cela implique que les Européens devront assurer cette sécurisation (ce qui fut confirmé lors de la visite de Macron à Washington).

Enfin, c'est **la question de la neutralisation de l'Ukraine qui est énormément abordée**. Lavrov demandant une neutralisation (donc pas d'OTAN) ainsi que des forces de maintien de la sécurité minimale. Il s'agirait d'une condition sine qua none dans un possible accord de paix.

Seulement, en fonction des négociations, de l'évolution de la situation, avec des événements extérieures ou internes à chaque pays, l'accord final peut

être différent de que souhaitait initialement chacune des parties. Plusieurs points sont en jeu : l'avenir de l'Ukraine, la nature de la fin des hostilités, la reconstruction de l'Ukraine notamment des zones concernées par les affrontements, et les nouveaux équilibres sécuritaires

Scénario 1 : La coréanisation du conflit est le scénario le plus probable sur un scénario à la Yalta

C'est le **scénario privilégié par Donald Trump et qui va dans le sens des évènements**. Une résolution semble de plus en plus probable, mais ne devrait pas prendre la forme d'une paix durable, tant la situation est complexe, et les animosités restent fortes. Dans tous les cas, cette situation à la coréenne semble être privilégiée par les proches du 47ème Président américain et apparaît comme cohérente. On peut qualifier cette situation de « retour vers le futur » tant elle semble tout droit sortie de la guerre froide.

Dès **l'élection de Trump, son équipe de campagne et ses proches ont fait part d'un plan visant à réduire l'implication directe des États-Unis dans le conflit** (ainsi que pour limiter le soutien américain aux européens en général). En plus d'une fixation du front, avec des gains ou pertes territoriales en conséquence (ce qui implique des concessions à la Russie) **ce plan prévoirait la création d'une zone tampon démilitarisée, sorte de "no man's land" de 1 300 kilomètres le long des lignes de front en Ukraine, sous la surveillance des forces armées britanniques et européennes** (mais pas américaines). **Dans ce scénario, l'Ukraine serait neutralisé**, qui devrait reporter son projet d'adhésion à l'OTAN pendant au moins 20 ans (ce qui va dans le sens d'un désengagement américain des affaires européennes). Ce plan, **laisserait l'Ukraine semblable à la péninsule coréenne que nous connaissons depuis 70 ans** (comme en Corée, la zone « démilitarisée » tampon serait lourdement militarisée, alors que le front ukrainien est déjà la zone comportant la plus forte concentration de mines antipersonnel du monde entre autres).

Ce plan donne un sentiment de déjà-vu, avec une dose de neutralisation, ce qui **rappelle la finlandisation forcée par l'URSS durant la guerre froide**. La

situation ukrainienne serait très tendue pendant un certain temps avec des armées de part et d'autre de la frontière prêtes à en découdre en cas de montée des tensions. La **guerre froide reprendrait ainsi de nouveau ses quartiers en Europe, 25 ans après la chute du mur de Berlin.**

Les **États-Unis de Trump pourraient fournir des armes à l'Ukraine pour dissuader de nouvelles incursions russes.** Les États-Unis sont conscients que les Européens ne seraient pas en mesure de fournir des armes en nombre. Et ils pourraient continuer les livraisons d'armes dans l'hypothèse qu'elles soient achetées par les européens. En revanche, l'envoi de troupes américaines sur le sol ukrainien, semble exclu.

Il faut toutefois insister sur le fait que les **membres clés de l'équipe de Trump ont des opinions qui sont susceptibles d'influencer fortement l'approche de la nouvelle administration,** cela pourrait amplifier l'imprévisibilité qui caractérise Trump, comme nous l'avons aperçu lors de son premier mandat). Pete Hegseth, le Secrétaire à la Défense, est connu pour sa position anti-OTAN tandis que Marco Rubio, le Secrétaire d'État, est susceptible de vouloir que l'Ukraine accepte un accord avec la Russie à presque n'importe quel prix. Le vice-président américain, JD Vance, quant à lui, est bien connu pour sa déclaration de 2022 selon laquelle : « Je dois être honnête avec vous, je me fiche de ce qui arrive à l'Ukraine d'une manière ou d'une autre. » Lors de son discours remarqué lors de la Conférence Munich sur la Sécurité de février 2025, il a encore insisté sur le dédain américain de l'Europe et de ses interrogations, amplifiant le départ américain pour se concentrer sur l'Indopacifique.

La fin du conflit est proche et les intérêts européens ou ukrainiens semblent secondaires. En effet, ce projet de zone tampon financée et entretenue par les armées européennes est typique de la **doctrine « America first » de Trump, qui fait peser sur les États européens les risques et les coûts de la sécurité européenne,** tournant le dos d'une Amérique, gendarme du monde. Ce projet a été **critiqué parce qu'il reconnaît de fait les revendications territoriales de la Russie, tout en sapant l'unité de l'OTAN**

sur la question de la souveraineté de l'Ukraine avant 2014. Le consensus n'est pas évident, avec notamment un point clé : les concessions à la Russie qui ne font pas l'unanimité, surtout auprès de dirigeants comme Meloni ou même Macron, qui ne sont pas pour autant dans l'antitrumpisme primaire.

Nous ne pouvons statuer avec certitude sur l'imminence d'un tel scénario, car Donald Trump ne peut pas être le seul à décider (malgré ce que ses soutiens disent). Il **aura besoin du concours des européens, qui sont partie prenante dans ce plan, ainsi que celui de l'Ukraine.** Mais malgré leur exclusion des discussions de Riyad, Donald Trump a reçu Emmanuel Macron le 24 février 2025, Keir Starmer le 27 février et Volodymyr Zelensky le 28 février. Ainsi, Donald Trump semble insister pour avoir l'accord des européens pour certains volets de la négociation ainsi que celui de Kiev pour l'accord sur les minerais.

Dans ce scénario, avec l'Europe et l'Ukraine qui seraient marginalisés des négociations de paix, nous serions dans le scénario d'un Yalta 2. En effet, lors de la conférence de Yalta qui se déroula du 4 au 11 février 1945, les alliés s'étaient organisés pour : adopter une stratégie commune pour hâter la fin de la Seconde Guerre mondiale, régler le sort de l'Europe après la défaite de l'Allemagne nazie, et garantir la stabilité de l'ordre mondial après la victoire des alliés. Ainsi, les alliés ont réglé le sort de l'Europe sans forcément prendre en compte les avis des intéressés notamment au regard du poids économique et militaire des trois grands : Royaume-Uni, États-Unis et Union soviétique. Ces derniers étaient assez forts pour imposer leur solution à l'ensemble des pays concernés.

Nous pourrions assister à un sort similaire dans ce scénario pour l'Ukraine, puisque la solution de paix serait presque imposée à Volodymyr Zelensky. Ce dernier n'aura que peu de choses à dire sur les négociations entre la Russie de Vladimir Poutine et les États-Unis de Donald Trump. Dans la même idée, il faut souligner que lors de l'armistice de Panmunjeom en juin 1953, qui a mis fin à la guerre de Corée, la Corée du Sud n'était pas représentée. En 2025,

Trump a décidé que la présence de Zelensky n'était pas nécessaire. On se retrouve devant un Trump qui cherche à forcer la main de Zelensky en lui imposant les conditions de la paix de son propre pays. Dans ce scénario, l'Ukraine et l'Europe n'aurait que très peu voix au chapitre si ce n'est sur des points à la marge des points principaux de l'accord.

Scénario 2 : L'inconnue Poutine et une guerre qui continue

Cette **option est moins probable car même si l'accord n'est pas signé officiellement, il semble en bonne voie**. Toutefois, le rapport de force actuel, en faveur de la Russie, pourrait pousser les Russes à continuer sur leur lancée pour élargir leurs gains territoriaux et accomplir leurs objectifs de guerre. En effet, l'armée russe continue à avancer à l'Est du pays, avec la prise de Vuhledar, ou celle de Kourhakov il y a quelques semaines. D'autres offensives ont lieu actuellement, avec une pression importante sur Pokrovsk, ville qui devrait tomber si rien ne change.

Sentant qu'il pourrait conquérir davantage de territoire, **Poutine pourrait refuser de ratifier les accords de paix**, Donald Trump dispose de levier pour forcer la main de Volodymyr Zelensky (le récent accord sur les minerais l'illustre bien), étant donné que les Américains constituent un soutien militaire indispensable de l'Ukraine. En revanche, **Donald Trump ne dispose pas de levier direct sur Vladimir Poutine pour le forcer à venir à la table des négociations**. Donald Trump en est conscient, et c'est la raison pour laquelle il cherche le meilleur moyen de ramener Poutine à la négociation, en contrepartie de concessions intéressantes pour lui.

Poutine se rapproche désormais de l'objectif qu'il s'était fixé lorsqu'il a lancé son invasion à grande échelle en 2022, appelée opération spéciale, c'est à dire l'annexion des Oblasts russophones du Donbass. Il est peu probable que celui-ci renonce si près du but, ce qui alimente les craintes de voir la guerre continuer.

La position de Trump n'est certainement pas prédestinée. Il est connu pour être un **homme politique très transactionnel et surtout imprévisible**,

notamment en matière de politique étrangère. Nous pouvons ainsi supposer que dans l'hypothèse où Poutine refuse le plan proposé par Trump et que ce dernier favorise trop la Russie pour obtenir un accord à tout prix, ses opposants pourraient lui faire payer. En effet, Donald Trump passerait pour un agent du Kremlin, ce qui fragiliserait sa place dans l'histoire américaine et dans le monde. Alors que Trump n'a pas supporté l'attribution du Prix Nobel de la Paix à Barack Obama en 2009, et qu'il ambitionne lui-même de mieux figurer dans l'histoire que ce dernier, **nous pouvons imaginer qu'il n'acceptera jamais d'être vu comme un supplétif de Poutine.**

D'ici à ce que Poutine et Trump s'accordent sur les termes d'un accord de paix, la situation en Ukraine – et l'avantage territorial dont disposent les troupes russes – auront peut-être changé de manière significative. Si la dynamique actuelle se poursuit, la position russe sera encore plus forte. Ce rapport de force pousserait la Russie à refuser tout accord qui ne lui serait pas totalement favorable, pour tirer son avantage au maximum et prendre quelques positions supplémentaires comme Kharkiv par exemple, sachant que seul du temps lui manque à l'heure actuelle pour atteindre cet objectif.

Donald Trump a une attitude nuance à l'égard de Volodymyr Zelensky. D'un côté, lors de sa rencontre avec Trump le 27 septembre dernier, Zelensky a affiché sa bonne entente avec l'ancien président, qui a lui-même concédé que rien ne sera fait sans l'accord de l'Ukraine. Trump a d'ailleurs insisté sur le fait « It takes two to tango », montrant bien qu'il ne chercherait pas la négociation à tout prix. Pour autant, depuis son investiture, le président américain semble vouloir faire sans le président ukrainien. En effet, Trump a décidé de ne pas convier Zelensky lors des discussions de Riyad, ce qui montre toute son ambiguïté et le crédit qu'il porte au Chef d'État ukrainien.

Nous savons que **l'un des objectifs de Vladimir Poutine reste la sécurisation et l'annexion des Oblasts** qui ont été déclaré comme faisant partie de la Russie en septembre 2022. Or, **la Russie ne contrôle actuellement que 80% de ceux-ci.** Ainsi toute négociation pourrait

s'accompagner de la demande russe d'obtenir les 20% restants. Mais, il n'est pas certain que l'Ukraine n'accepte davantage de concessions à la Russie par rapport aux positions actuels. De plus, les **Trumpistes ont déclaré vouloir figer le front dans l'état actuel et donner à la Russie les territoires contrôlés**. Il reste également la question de Kursk, que les Russes ne parviennent toujours pas à reprendre, et que Poutine voudra récupérer.

Devant cette impasse Poutine pourrait chercher à continuer l'offensive pour attendre son objectif, malgré les discussions de paix. Cette difficulté dans les négociations de paix pourrait conduire Donald Trump à changer d'avis. Face au jusqu'au-boutisme de Poutine, Trump pourrait choisir de continuer à soutenir Zelensky, malgré ce qui a été dit durant la campagne. Cette **option de la continuation de la guerre reste peu probable, car les négociations semblent bien avancées**, mais Trump est connu comme étant imprévisible et l'image de l'homme fort compte beaucoup pour lui. Il ne voudra pas rester dans l'histoire comme un nouveau Chamberlain acceptant les accords de Munich pour préserver la paix.

Scénario 3 : Zelensky ne veut pas ratifier l'accord et l'Ukraine résiste

Il s'agit d'une hypothèse peu probable, mais il ne faut pas l'écarter non plus. En effet, pour **qu'un accord de cessez-le-feu puisse être signé, il faut que l'Ukraine donne son accord d'une manière ou d'une autre**. Or, Zelensky n'est pas forcément favorable à un accord dans les termes voulus par Trump et avantageant la Russie. Même s'il se dit désormais favorable à une solution pacifique en 2025, les deux protagonistes ne voient pas forcément les choses de la même manière, ce qui implique des compromis de l'une ou des deux parties.

Ainsi, face à l'impossibilité d'obtenir une paix convenable pour l'Ukraine, Zelensky pourrait refuser toute entente avec Poutine et chercher à négocier avec les occidentaux pour poursuivre le conflit. Toutefois, **cette option reste hypothétique et souffre de la mauvaise passe actuelle de l'armée ukrainienne**. De plus, cela supposerait au regard de la position américaine, que l'Europe principalement prenne le relai et se substitue à l'aide des États-

Unis. Devant l'état de l'industrie de défense européenne et des armées européennes, il apparaît difficile pour les européens de prendre complément le relai à court terme.

Zelensky ne peut pas se permettre de lâcher alors que le rapport de force penche clairement en faveur des Russes. Or, il n'apparaît que peu probable que l'accord de fin des hostilités ne traduise pas ce rapport de force militaire dans les négociations diplomatiques. Parallèlement, les Américains devraient acter leur désengagement et stopper l'aide à l'Ukraine, comme le suggère plusieurs déclarations et des sources de l'administration Trump. **Le seul moyen pour Zelensky de continuer la guerre, serait que les Européens se substituent à l'aide américaine.** Kiev reste extrêmement dépendante de l'aide occidentale, et pour continuer le combat, l'Ukraine a besoin de soutiens militaires, économiques et financiers.

Les **dirigeants du vieux continent, notamment le Royaume-Uni de Keir Starmer et la France d'Emmanuel Macron, ont promis un « soutien indéfectible » à l'Ukraine.** De même, le dimanche 2 mars, les dirigeants de 15 pays (Allemagne, Danemark, Espagne, Finlande, France, Italie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Suède et Tchéquie, Canada, Norvège, la Turquie et le Royaume-Uni) se sont réunis à Londres en compagnie de la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen et le président du Conseil européen, Antonio Costa. Il s'agissait d'un sommet pour la sécurité organisée par le Premier ministre britannique Keir Starmer. Ainsi les principaux points de ces discussions regroupent : une solution initiée par la Grande-Bretagne et la France pour stopper les combats ; une stratégie de paix par la force supposant que l'Ukraine soit en position de force, des garanties de sécurité européennes, ainsi qu'un filet de sécurité américain ; un renforcement des budgets et des moyens militaires européens.

La **première interrogation est la durabilité et l'unité de ce soutien** si les États-Unis se retirent effectivement de leur contribution à l'Ukraine et à la sécurité européenne. La politique des différents pays européens en matière de défense et de sécurité a traditionnellement été largement dépendante

du soutien des États-Unis et les tentatives de faire l'Europe de la défense se sont toujours montrées infructueuses. Sans la garantie de sécurité, les investissements et le capital politique américains, l'OTAN risque d'être affaiblie, ce qui affaiblira à son tour la cohésion européenne autour de la question ukrainienne. Un **possible retrait américain représenterait un fardeau financier important et durable pour l'Europe** si elle entend maintenir son soutien indéfectible à l'Ukraine.

La **seconde interrogation est l'efficacité de l'aide européenne à l'Ukraine.**

L'exemple de la Commission européenne et de ses objectifs de fourniture de munition s'est soldé par un échec et a montré l'impuissance globale de l'UE. En effet, selon le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) pour l'année 2023, seulement 500 000 munitions ont été achetées ou produites soit moins de la moitié des objectifs fixés. L'Union européenne s'est également fixée l'objectif de produire 2 millions d'obus par an d'ici la fin de l'année 2025, et à moins d'un rebond, nous sommes loin d'accomplir cet objectif. En comparaison, les Nord-Coréens ont fourni des munitions aux Russes, elles sont certes de qualité de la Guerre Froide, mais elles sont ben là. **L'UE est le premier bienfaiteur de l'Ukraine, mais envoie seulement de l'argent ou de l'aide humanitaire**, pour le militaire, l'Ukraine reste dépendante des États-Unis. Malgré la générosité et le soutien européen, l'Ukraine ne peut pas continuer sans armes et munitions et l'Europe n'a pas pris les mesures nécessaires comme le passage en économie de guerre pour se substituer aux Américains.

CONCLUSION

Trois ans après le début de la guerre en Ukraine, **ce conflit est un des événements géopolitiques les plus marquants des années récentes, puisqu'il risque de bouleverser l'ordre mondial tel que l'on connaît depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.** Chaque offensive, chaque décision diplomatique redessine les lignes de force internationales et met en lumière les limites de notre système global. C'est une guerre qui dépasse les questions de territoire ou de pouvoir : elle est devenue **un affrontement sur les principes mêmes de souveraineté, de justice et de liberté avec en point d'orgue, une remise en cause de l'ordre établi par les Occidentaux.**

La **fin des affrontements, probable en 2025, sera grandement facilitée par le retour de Donald Trump** et elle nourrit autant d'espoir que d'incertitudes. Il est **difficile d'imaginer une issue qui respecte l'intégrité de l'Ukraine tout en évitant un affrontement encore plus global à l'avenir.** Les enjeux ne se limitent pas aux frontières de Kiev ou de l'avenir du Donbass : **ils touchent aux fondations mêmes de l'ordre international**, à la capacité des nations à défendre leurs valeurs face à l'agression et **surtout à la capacité des Européens à maintenir la paix sur leur continent.**

L'Ukraine est à bout de souffle, épuisée par une guerre de position où l'élan du début a laissé place à une résistance acharnée mais incertaine. De plus elle reste très dépendante de l'aide américaine, ce qui fait craindre une issue amère si les discussions s'éternisent. De l'autre côté, la Russie avance, toujours au prix de sacrifices humains colossaux, fidèle à une logique de guerre d'usure qui lui a déjà permis de grignoter des territoires clés. L'hiver, avec ses défis logistiques et humains, n'a été qu'un nouvel épisode de cette guerre sans fin et a confirmé la domination russe.

Face à cela, **la communauté internationale a une responsabilité historique.** Continuer à soutenir l'Ukraine, oui, mais aussi savoir **tracer les contours d'une paix qui ne soit ni un abandon, ni une capitulation.** Car au-delà de l'Ukraine, c'est la crédibilité du Occidentaux et la sécurité de

l'Europe qui sont en jeu. À ce titre, l'Europe est comme spectatrice de sa propre histoire, incapable de jouer un rôle stratégique déterminant. Pourtant elle sera impliquée dans la sécurisation post-conflit, ce qui implique la nécessité de se saisir de l'opportunité et de s'imposer aux yeux du monde. **Plus que sa sécurité, c'est son avenir comme puissance géopolitique qui est en jeu ici.**

Pourtant, l'Histoire a prouvé que les moments de crise sont aussi des opportunités pour bâtir un avenir différent. Mais cela exige une détermination sans faille, des choix courageux, et surtout une vision claire. L'Ukraine ne peut porter ce fardeau seule et l'Europe se doit d'être au rendez-vous de l'histoire. Si le monde souhaite un futur où les principes l'emportent sur la force brute, il est temps d'agir, et vite.

Par **Pierre Clairé**, Directeur Adjoint des études du Millénaire,
William Thay, Président du Millénaire

Crédit photo : [Donald Trump avec Vladimir Poutine](#) via Flickr sous licence du domaine public



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire général : Clément PERRIN

Vice-présidents: Gilles BÖSIGER et Olivier BODO

Directeur des études : Matthieu HOCQUE

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Florian GERARD-MERCIER

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*